



CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE

Convention Collective de Travail

CEGM

20 Avril 2012

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DANS LA CEGM
TABLE DES MATIERES**

TITRE 1 – BUTS ET CHAMP D’APPLICATION	1
Art. 1 - Buts et champ d’application	1
Art. 2 - Missions et organisation des écoles.....	1
TITRE 2 – ENGAGEMENT, RESILIATION, LICENCIEMENT.....	1
Art. 3 - Conditions d’engagement	1
Art. 4 - Période d’essai	2
Art. 5 - Période probatoire	2
Art. 6 - Contrat à durée déterminée – CDD	2
Art. 7 - Postes vacants - Mise au concours.....	2
Art. 8 - Visite médicale (santé).....	2
Art. 9 - Evaluation de l’employé	2
Art. 10 - Délais de résiliation.....	3
Art. 11 - Motif fondé de résiliation	3
Art. 12 - Résiliation pour justes motifs	3
Art. 13 - Licenciement et recherche d’un nouvel emploi.....	3
Art. 14 - Retraite	3
Art. 15 - Certificat de travail	3
Art. 16 - Suppression de fonction	4
TITRE 3 – DUREE DU TRAVAIL	4
Art. 17 - Durée du travail	4
Art. 18 - Congé hebdomadaire	4
Art. 19 - Heures complémentaires	4
Art. 20 - Heures supplémentaires	4
Art. 21 - Vacances annuelles.....	5
Art. 22 - Congés fériés et vacances.....	5
Art. 23 - Congés particuliers	5
Art. 24 - Congés maternité – adoption	6
Art. 25 - Congé paternité supplémentaire.....	6
Art. 26 - Congé parental.....	6
Art. 27 - Congé sans salaire.....	6
Art. 28 - Congés syndicaux.....	7
TITRE 4 – SALAIRE	7
Art. 29 - Salaire	7
Art. 30 - Prestations spéciales	7
Art. 31 - Retenues sur les salaires	7
Art. 32 - Service militaire et Protection civile.....	7
TITRE 5 – ASSURANCES SOCIALES	8
Art. 33 - LPP Prévoyance	8
Art. 34 - Accidents, maladie.....	8
Art. 35 - Couverture salariale en cas d’accident et de maladie.....	8
Art. 36 - Certificat médical.....	8
TITRE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS	8
Art. 37 - Obligations de l’employeur.....	8
Art. 38 - Obligations du personnel	9
TITRE 7 – SANCTIONS ET PROCEDURE.....	10
Art. 39a) - Sanctions	10
Art. 39b) - Contentieux et recours	10
Art. 40 - Règlement des litiges, conciliation	10
TITRE 8 – FORMATION CONTINUE ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	10
Art. 41 - Principes généraux	10
Art. 42 - Droits à la formation	11
Art. 43 - Prise en charge des frais de formation.....	11
Art. 44 - Validation de l’expérience	11
Art. 45 - Apprentissage	11

TABLE DES MATIERES (suite)

TITRE 9 - DROITS SYNDICAUX	11
Art. 46 - Liberté syndicale	11
Art. 47 - Information syndicale	12
TITRE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LES PROFESSEURS ET LES EMPLOYES DU DOMAINE ARTISTIQUE	12
Art. 48 - Définitions	12
Art. 49 - Obligations de l'employeur	12
Art. 50 - Obligations des professeurs	13
Art. 51 - Conditions d'engagement	13
Art. 52 - Poste occupé par un suppléant	13
Art. 53 - Période probatoire	13
Art. 54 - Nomination	13
Art. 55 - Garanties	14
Art. 56 - Fin des rapports de travail	14
Art. 57 - Élèves et lieu de travail	14
Art. 58 - Vœux d'enseignement	14
Art. 59 - Forme écrite	14
Art. 60 - Évaluation du professeur	14
Art. 61 - Durée du travail et temps d'enseignement	14
Art. 62 - Postes de travail	15
Art. 63 - Vacances et jours fériés	15
Art. 64 - Congés artistiques	15
Art. 65 - Congés pour raisons personnelles	15
Art. 66 - Congés pour raisons professionnelles	15
Art. 67 - Retenues de salaire	16
Art. 68 - Fixation des salaires	16
Art. 69 - Décharge pour ancienneté	16
Art. 70 - Retraite - Fin des rapports de service	16
Art. 71 - Doyen	16
TITRE 11 - COMMISSION PARITAIRE	17
Art. 72 - Rôle et compétences	17
Art. 73 - Composition	17
Art. 74 - Fonctionnement	17
Art. 75 - Frais de fonctionnement	17
TITRE 12 - RESPECT DE LA CONVENTION	17
Art. 76 - Devoirs des parties contractantes	18
Art. 77 - Organe d'information, de consultation, de négociation	18
Art. 78 - Information, consultation et négociation	18
Art. 79 - Droits acquis	18
Art. 80 - Entrée en vigueur	18
Art. 81 - Durée de la CCT	18
Art. 82 - Amendements et compléments, révision	18
Art. 83 - Mise en œuvre et mesures transitoires	19
Art. 84 - Reconduction de la CCT	19
Art. 85 - Signatures	20
Art. 85 - Signatures (suite)	21
Art. 85 - Signatures (suite)	22

Annexes

Annexe 1 :	Liste des signataires
Annexe 2 :	Dispositions transitoires
Annexe 3 :	Doyen
Annexe 4 :	Cahiers des charges
Annexe 5 :	Liste des fonctions avec classe de salaire - Echelle des traitements
Annexe 6 :	Contrat de travail type pour employés occasionnels
Annexe 7 :	Harcèlement psychologique et sexuel
Annexe 8 :	Lexique des abréviations

Titre 1 – Buts et champ d’application

Art. 1 – Buts et champ d’application

1. La présente CCT régit les rapports de travail entre :
 - les employeurs membres de la CEGM (ci-après désignés comme écoles ou employeurs) ainsi que la CEGM elle-même
 - et
 - le personnel travaillant dans les écoles membres de la CEGM et dans la CEGM, désigné ci-après par « personnel » ou « employé », membre ou non aux organisations syndicales, signataires de la présente convention.
 La liste des signataires figure à l’annexe n°1.
2. A défaut de dispositions particulières contenues dans la CCT, les réglementations et directives de l’État (LPAC B 5 05, RPAC B 5 05.01 et B 5 10.04, MIOPE) font références. Lorsque ces dispositions ne sont pas adaptées à la réalité institutionnelle des écoles, la commission paritaire peut être saisie au sens de l’article 72 chiffre 2 CCT.
3. Les dispositions du titre dixième du CO (art. 319ss CO) sont applicables dans la mesure où la présente convention n’y déroge pas.
4. Les dispositions applicables aux employés occasionnels figurent à l’annexe 6.
5. Les dispositions particulières aux professeurs et aux employés du domaine artistique mensualisés sont visées au titre 10.
6. Les termes concernant les personnes citées dans la présente convention s’entendent aussi bien au féminin qu’au masculin.
7. La CCT s’applique exclusivement aux tâches déléguées par l’Etat selon les contrats de prestations.

Art. 2 – Missions et organisation des écoles

1. La mission des écoles, ainsi que la nature des liens entre celles-ci et l’Etat de Genève et la CEGM, découlent de l’article 16 de la loi sur l’instruction publique, C 1 10 (et de toute réglementation y relative).
2. Conformément au contrat de prestations les liant à l’Etat de Genève, les écoles sont responsables de leurs grandes orientations pédagogiques qui sont établies avec la participation des professeurs.
3. Chaque école est responsable de la gestion de son personnel et de sa propre organisation.
4. Le personnel s’organise de manière autonome et délègue une représentation dans chaque école. Ces représentations sont regroupées dans la Fédération des Associations du Personnel de la CEGM et de la HEM (FAPCEGM-HEM).

Titre 2 – Engagement, résiliation, licenciement

Art. 3 – Conditions d’engagement

1. L’engagement des employés relève du droit privé.
2. Tout engagement fait l’objet d’un contrat individuel de travail mentionnant notamment l’obligation pour les parties intéressées de se conformer aux termes de la présente CCT, annexes, avenants, protocoles particuliers, cahiers des charges et directives. L’ensemble de ces documents est remis à l’employé à son engagement avec son contrat de travail.
3. Le contrat de travail mentionne également :
 - a. l’employeur ;
 - b. le lieu de travail principal ;
 - c. la date d’engagement et, cas échéant, sa durée ;

- d. la période d'essai ;
 - e. le titre de la fonction ;
 - f. la classe de fonction et la position d'annuités selon l'échelle des traitements de l'État ;
 - g. le taux d'activité et la durée hebdomadaire de travail ;
 - h. les charges sociales applicables.
4. Toute modification ultérieure du contrat de travail fait l'objet d'un avenant. En cas de désaccord, l'employé peut se faire assister par un tiers, notamment un délégué syndical. Les modifications doivent satisfaire, au minimum, aux normes de la présente CCT.

Art. 4 - Période d'essai

1. Les trois premiers mois constituent la période d'essai.

Art. 5 - Période probatoire

1. Les deux premières années d'engagement constituent la période dite probatoire.
2. Au terme de chacune des années probatoires, l'activité de l'employé fait l'objet d'une évaluation et d'un entretien avec la direction.

Art. 6 - Contrat à durée déterminée - CDD

1. Des CDD ne peuvent être conclus que pour des tâches ou missions temporaires. La durée de ces contrats est limitée à un maximum de deux ans.
2. Le personnel au bénéfice des CDD est soumis, au minimum, au régime de la présente CCT, à l'exception des articles 5-10-16-54-55-58-60-65-69.

Art. 7 - Postes vacants - Mise au concours

1. Tous les postes, vacants ou créés, à temps complet ou partiel font l'objet d'une mise au concours. Les employeurs informent en priorité le personnel déjà en place ainsi que les partenaires de la CCT. Une offre publique est diffusée.

Art. 8 - Visite médicale (santé)

1. L'employé doit jouir d'un état de santé lui permettant de remplir les devoirs de sa fonction. Il peut être soumis en tout temps à un examen médical aux frais de l'école.
2. Les obligations découlant de l'affiliation à l'assurance accidents obligatoire et au fonds de prévoyance demeurent réservées.

Art. 9 - Évaluation de l'employé

1. Dans le but d'être en phase avec les objectifs et le bon fonctionnement de l'école ainsi qu'avec les besoins de développement et de formation de l'employé, chaque collaborateur est soumis à une évaluation dont la périodicité et les modalités sont définies par chaque école.
2. L'évaluation tient compte des différents aspects du cahier des charges et de l'ensemble des prestations de l'employé. L'évaluation des professeurs est réglée à l'art. 60.
3. Des manquements significatifs donnent lieu à une évaluation aboutissant à une mise en garde, des fixations d'objectifs précis, voire à une fin ou non reconduction du contrat pour motif fondé au sens de l'art. 11. Dans tous les cas, des mesures de développement doivent avoir été proposées.
4. Toute évaluation prend la forme à un protocole d'entretien signé par les deux parties (formulaire d'évaluation).
5. En cas de désaccord et après épuisement des voies de recours internes, la commission paritaire peut être saisie en qualité d'organe de médiation.
6. Les parties s'engagent à harmoniser les pratiques dans le cadre du mandat qui sera donné par la CEGM à la commission paritaire, en lien avec la convention d'objectifs, et les moyens à disposition.

Art. 10 - Délais de résiliation

1. Durant le temps d'essai, le délai de résiliation est de 15 jours pour la fin d'une semaine.
2. Après le temps d'essai et pendant la 1^{ère} année de service, le délai de résiliation est d'un mois pour la fin d'un mois.
3. Après la première année de service, le délai de résiliation est de 3 mois pour la fin d'un mois.
4. Les délais de résiliation prévus au présent article ne sont pas applicables aux CDD, qui prennent fin automatiquement à l'expiration de la période convenue.
5. Pour les professeurs, se référer à l'art. 56.
6. La résiliation est communiquée par courrier recommandé. En dehors de la période d'essai, la partie qui résilie le contrat doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande.

Art. 11 - Motif fondé de résiliation

1. Après 2 ans de service de l'employé, les rapports de travail ne peuvent être résiliés que pour un motif fondé. L'employeur qui résilie doit motiver sa décision. Il informe l'employé si d'autres postes au sein de l'institution sont disponibles, et dans la mesure du possible, il propose des mesures de réorientation au sein de l'institution.
2. Est un motif fondé notamment :
 - l'insuffisance de prestations ;
 - l'inaptitude à remplir les exigences du poste ;
 - la disparition durable d'un motif d'engagement ;
 - le manquement aux obligations.
3. Préalablement à la décision de résiliation pour motif fondé, un entretien avec l'employé qui peut se faire accompagner, est organisé.
4. L'employeur peut mettre fin aux rapports de service lorsqu'un employé n'est plus en mesure, pour des raisons de santé ou d'invalidité, de remplir les devoirs de sa fonction et que cette incapacité se prolonge au-delà de 720 jours. Le préavis est de trois mois nets. La fin des rapports de travail peut intervenir au plus tôt pour l'échéance de la période de 720 jours. L'incapacité doit être attestée par le médecin traitant de l'employé. Toutefois, le médecin conseil de l'école ou celui du conseil de la fondation de prévoyance peut demander une expertise par un autre médecin qui suffira à l'application de la présente clause.

Art. 12 - Résiliation pour justes motifs

1. Demeure réservée la résiliation avec effet immédiat pour justes motifs au sens de l'article 337 CO.

Art. 13 - Licenciement et recherche d'un nouvel emploi

1. En cas de licenciement, l'employé a le droit de quitter son travail pour se rendre à des entretiens d'embauche ou pour effectuer des recherches d'emploi. Il dispose pour cela de 20 heures par mois au maximum au prorata de son temps de travail.

Art. 14 - Retraite

1. Retraite : le membre du personnel prend d'office sa retraite à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge légal de la retraite. Exceptionnellement, avec l'accord de l'intéressé et pour la bonne marche de l'école une dérogation peut être accordée jusqu'à la fin de l'année scolaire. Pour les professeurs se référer à l'art. 70.
2. Retraite anticipée : s'il désire prendre sa retraite avant l'âge terme, l'employé doit le faire savoir 6 mois avant son départ souhaité. Pour le surplus, il s'en réfère à sa caisse de prévoyance.

Art. 15 - Certificat de travail

1. En tout temps, l'employé peut demander à son employeur un certificat intermédiaire de travail mentionnant la nature et la durée des rapports de travail et des appréciations concernant ses compétences.

Handwritten signatures and initials:
 NK
 SA
 AM
 P. R. (left)
 ROA (right)
 Various initials and signatures at the bottom of the page.

2. À la fin de son engagement, l'employé reçoit un certificat de travail émis par la direction de son école.

Art. 16 - Suppression de fonction

1. L'école peut résilier les rapports de travail si un poste/fonction est supprimé pour cause économique ou de réorganisation.
2. Un tel licenciement ne peut intervenir que s'il est impossible de confier à l'employé des tâches dans une école de la CEGM pour une fonction correspondant à ses capacités.
3. Le délai de résiliation est de 6 mois. Une indemnité de licenciement, pouvant s'élever de 1 à 6 mois du dernier salaire, est fixée par l'établissement en tenant compte notamment des années de service.
4. L'école informe, par écrit, dans les trois ans qui suivent, l'employé licencié si un nouveau poste est ouvert dans son domaine de compétence.

Titre 3 - Durée du travail

Art. 17 - Durée du travail

1. La durée du travail est fixée à 40 heures hebdomadaires pour un plein temps.
2. La répartition de cet horaire relève de l'organisation de chaque école.
3. Pour les professeurs et les employés artistiques, se référer aux dispositions de l'article 61.

Art. 18 - Congé hebdomadaire

1. Sauf impératif d'organisation des établissements, un congé hebdomadaire de deux jours consécutifs est octroyé à l'employé.

Art. 19 - Heures complémentaires

1. L'organisation du travail du personnel administratif et technique peut comporter des heures complémentaires qui seront récupérées sans majoration par des congés compensatoires d'entente avec l'employeur.

Art. 20 - Heures supplémentaires

1. Lorsqu'en dépit d'une organisation rationnelle du travail et de l'exécution ponctuelle de leur cahier des charges, les besoins d'un service l'exigent, les membres du personnel peuvent être appelés à effectuer des heures supplémentaires.
2. Les heures supplémentaires ne peuvent être effectuées qu'à la demande de l'employeur. Elles sont autorisées préalablement par le responsable du service, à défaut par la direction de l'école.
3. Le décompte des heures supplémentaires est mis à jour trimestriellement et est à la disposition des employés. Le présent article n'est pas applicable aux cadres.
4. Les heures supplémentaires ne peuvent, en règle générale, excéder de 2 heures l'horaire journalier réglementaire, ni de 220 heures l'horaire annuel.
5. Tant que ces heures supplémentaires ne sont qu'occasionnelles et ne touchent qu'une minorité des membres du personnel du service en cause, elles peuvent être décidées par le responsable du service. A défaut, elles doivent être décidées par la direction de l'école. En aucun cas, elles ne peuvent être décidées spontanément par les membres du personnel eux-mêmes.

6. Les heures supplémentaires sont rétribuées : en priorité par compensation avec un congé d'une durée équivalente, majorée de 25% au minimum et de 100% au maximum; à titre exceptionnel, sur décision du responsable du service intéressé, en espèces, avec une majoration du salaire brut de 25% au minimum et de 100% au maximum.

7. La date du congé de compensation est fixée d'entente entre l'intéressé et la direction.

NR
A. P. ...
JH
am

[Handwritten signature]
WS

[Handwritten signatures and initials]
RDP
MAGU
Egw
G 11
PM

Art. 21 - Vacances annuelles

1. Les vacances sont de 5 semaines pour les membres du personnel âgés de plus de 20 ans révolus.
2. Elles sont de 6 semaines pour les membres du personnel jusqu'à l'âge de 20 ans révolus et dès l'âge de 60 ans, ainsi que pour les cadres supérieurs.
3. Pour les employés de 60 ans, ce droit prend naissance au début de l'année au cours de laquelle la condition d'âge est remplie.
4. Si l'organisation horaire permet d'autres semaines de congé, il s'agit de congé compensatoire.
5. Le nombre de semaines de vacances est fixé dans le contrat de travail.

Pour les professeurs et les employés du domaine artistique, voir les articles 63-64-65-66-67.

Art. 22 - Congés fériés et vacances

1. Les jours fériés correspondent aux dates fixées par arrêté du Conseil d'État, à savoir :
 - a) le 1^{er} janvier ou le 2 janvier si le 1^{er} janvier tombe un dimanche ;
 - b) le vendredi saint ;
 - c) les lundis de Pâques et de Pentecôte ;
 - d) l'Ascension ;
 - e) le 1^{er} août ou le 2 août si le 1^{er} août tombe un dimanche ;
 - f) le Jeûne genevois ;
 - g) le 25 décembre ou le 26 décembre, si le 25 décembre tombe un dimanche ;
 - h) le 31 décembre.
2. Les membres du personnel qui assurent, ces jours-là, un service permanent ou de nécessité sont mis au bénéfice d'un congé de remplacement sans majoration.
3. Les membres du personnel ont droit, en règle générale entre Noël et Nouvel an, à un jour de congé dont le Conseil d'État arrête la date.
4. Les membres du personnel ont congé le 1^{er} mai. Le cas échéant l'alinéa 2 est applicable.
5. En cas de maladie ou d'accident survenant pendant les vacances et les jours fériés, ces jours, attestés par un certificat médical, ne sont pas considérés comme jours de vacances. Toutefois, pour les professeurs, l'art. 63 s'applique.
6. Le pont de fin d'année est attribué au PAT selon les décisions du Conseil d'Etat.

Art. 23 - Congés particuliers

1. Le personnel des écoles a droit à un congé particulier (exprimé en jours ouvrables et consécutifs) dans les cas cités ci-après sans réduction de salaire, dans les circonstances suivantes :

- mariage, partenariat enregistré, 5 jours ;
- mariage d'un enfant ou d'un enfant du conjoint, 1 jour ;
- naissance ou adoption d'un enfant, durant l'année qui suit la naissance ou l'accueil de l'enfant, 10 jours ;
- décès du conjoint, 5 jours ;
- décès d'un ascendant ou descendant au 1er degré, 5 jours ;
- décès d'un ascendant ou descendant au 2ème degré, 2 jours ;
- décès d'un ascendant ou descendant au 1er degré du conjoint, 2 jours ;
- décès d'un ascendant ou descendant au 2ème degré du conjoint, 1 jour ;
- décès d'un frère ou d'une sœur, 2 jours ;
- décès d'un beau-frère ou d'une belle-sœur, 1 jour ;
- décès d'un oncle, d'une tante, d'un neveu, d'une nièce, 1 jour ;
- décès d'une bru ou d'un gendre, 1 jour ;
- déménagement, 2 jours une seule fois par an ;

- maladie grave de père, mère, conjoint, enfant ou d'une personne en faveur de laquelle l'intéressé, remplit une obligation d'entretien, et qui fait ménage commun avec lui, 15 jours par année, moyennant certificat médical dès le 1^{er} jour, sauf pour les enfants jusqu'à l'âge de 6 ans pour lesquels un certificat est requis dès le 3^{ème} jour;
- lorsque ces personnes ne font pas ménage commun avec l'intéressé, 10 jours par année, avec retenue d'un quart du salaire.

Art. 24 - Congés maternité – adoption

1. En cas de maternité, l'intéressée a droit à un congé sans réduction de salaire dès l'accouchement, pour autant qu'elle exerce une activité régulière faisant l'objet d'une rétribution mensuelle.
2. La durée de ce congé est fixée à 20 semaines.
3. Le salaire est payé comme suit :
 - si l'accouchement intervient pendant les 6 premiers mois de l'engagement le salaire est payé pendant 8 semaines. Si l'employée a cotisé à la LAMAT les neuf mois avant l'accouchement, elle touchera pour le surplus les prestations de la LAMAT ;
 - si l'accouchement intervient dès le 7^{ème} mois, il est payé pendant 20 semaines à compter du jour de l'accouchement.
4. Si, pour des raisons médicales attestées par un certificat médical, l'absence doit durer plus de 20 semaines, les dispositions relatives à la maladie sont applicables.
5. L'adoption est traitée par analogie avec la maternité, pour autant qu'il s'agisse de l'adoption d'enfants de moins de 10 ans révolus.

Art. 25 - Congé paternité supplémentaire

1. Les membres du personnel ont droit à un congé paternité de 10 jours, supplémentaire à celui prévu à l'article 23 mais sans salaire.

Art. 26 - Congé parental

1. Un congé parental sans salaire de 2 ans peut être accordé à la mère ou au père à partir de la fin du congé maternité. D'entente avec la hiérarchie, une activité à temps partiel peut être conservée.
2. A l'expiration du congé, la réintégration dans un poste équivalent à celui occupé précédemment est garantie ; l'augmentation ordinaire du salaire par le jeu des annuités est garantie de la même manière que pour les personnes en activité.

Art. 27 - Congé sans salaire

1. Un congé extraordinaire, sans salaire n'excédant pas 3 mois peut être accordé.
2. Un congé sans salaire supérieur à 3 mois et jusqu'à 12 mois peut être accordé, pour autant que la bonne marche de l'école le permette :
 - a) un congé sans salaire d'une année, renouvelable trois fois au cours d'une carrière et à des intervalles de 3 à 4 ans minima peut être accordé par l'école ;
 - b) la demande de congé doit être présentée à l'avance (6 mois) sauf cas d'urgence ;
 - c) pendant la durée du congé, l'augmentation ordinaire du salaire par le jeu des annuités et la progression donnant droit aux vacances sont interrompues ;
 - d) les bénéficiaires ne peuvent pas exercer une activité rémunérée de nature concurrentielle sans l'accord de l'école ;
 - e) à l'expiration du congé le droit au travail est garanti. Il ne comprend pas la réintégration dans le poste occupé précédemment ;
 - f) les membres du personnel qui obtiennent ce congé sont réputés démissionnaires à la fin de celui-ci s'ils ne reprennent pas leur fonction ;
 - g) la direction statue dans un délai d'un mois sur toute demande.
3. Lors d'un congé, l'employé est informé par écrit sur les réductions de son salaire, des primes d'assurances, cotisations au fonds de prévoyance et autres effets.

Art. 28 - Congés syndicaux

1. Un congé sans retenue de salaire, équivalent au maximum à une semaine de travail par année, pour un équivalent plein temps, est accordé aux membres du personnel mandatés par les organisations syndicales et professionnelles pour représenter ces dernières ou participer à des réunions et commissions constituées par ces organisations.
2. Les membres du personnel qui entendent bénéficier de ces droits doivent transmettre leur demande à l'avance (4 semaines sauf cas d'urgence).
3. Le temps passé dans des séances avec les employeurs n'est pas compris dans les congés syndicaux mais est pris sur le temps de travail de l'employé.

Titre 4 - Salaire

Art. 29 - Salaire

1. Le salaire correspond à la fonction évaluée par le Service d'Evaluation des Fonctions (SEF) selon l'échelle des traitements officielle de l'Etat de Genève.
2. Les salaires sont versés mensuellement au personnel avant la fin du mois et sont calculés sur la base de l'échelle des traitements B 5 15 et B 5 15.01.
3. L'échelle des traitements officielle de l'Etat de Genève est indexée selon les dispositions du règlement B 5 15.01.
4. Les années d'expérience au sein de l'une des écoles CEGM restent acquises.
5. Lors de l'engagement, les expériences utiles au poste acquises hors de la CEGM peuvent être prises en compte pour autant qu'il s'agisse du même domaine.

Art. 30 - Prestations spéciales

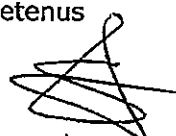
1. Les employés reçoivent après vingt-cinq ans de service une gratification de Fr. 2'000.- pour un plein temps au moment de l'événement (prorata). Il en est de même après 30, 35 et 40 ans de service.
2. A l'occasion de la naissance d'un enfant, les employés reçoivent une allocation unique de Fr. 300.-, indépendamment des prestations prévues par la Loi sur les allocations familiales.
3. Lors du décès d'un employé, le conjoint survivant, le partenaire enregistré, ses enfants mineurs ou, à défaut, toute personne qui constituait pour lui une charge de famille, reçoivent une allocation globale égale à trois mois du dernier salaire du défunt, en sus de celui du mois courant.
4. Lors du départ à la retraite, après au moins dix ans d'activité au sein des écoles, les employés reçoivent leur dernier salaire mensuel doublé.

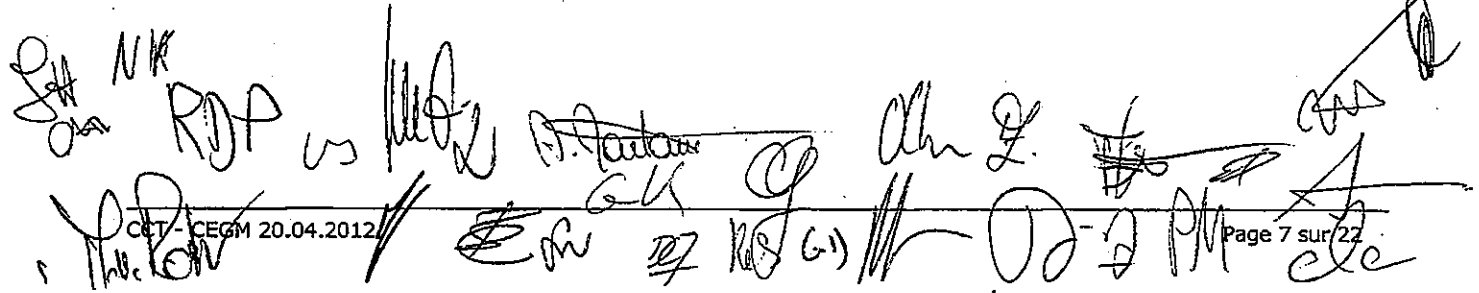
Art. 31 - Retenues sur les salaires

1. Les écoles effectuent les retenues légales à la charge de l'employé, sur la base de son salaire brut, (AVS/AI, LACI, assurance perte de gain, LPP, LAMAT, etc.). Les montants retenus figurent sur les bulletins de salaire.

Art. 32 - Service militaire et Protection civile

1. Les salaires sont maintenus intégralement pendant toute la période de service militaire ou de protection civile obligatoire en Suisse.
2. L'indemnité versée par la caisse de compensation en faveur du bénéficiaire revient à l'école.





Titre 5 - Assurances sociales

Art. 33 - LPP Prévoyance

1. Tous les employés de la CEGM sont affiliés à la fondation de prévoyance commune selon le règlement de l'institution.
2. Le salaire déterminant pour les cotisations LPP est le cumul des salaires à l'intérieur de la CEGM.

Art. 34 - Accidents, maladie

1. Tous les employés sont assurés contre les accidents professionnels. A partir de huit heures hebdomadaires d'activité, les employés sont, en outre, assurés contre les accidents non professionnels. Les prestations de l'assurance accidents doivent être communiquées à l'employé.
2. Tous les employés, quel que soit leur taux d'activité, sont assurés pour « perte de gain maladie » par l'assurance conclue par leur école. Les primes sont réglées paritairement. Les prestations de l'assurance perte de gain maladie doivent être communiquées à l'employé.

Art. 35 - Couverture salariale en cas d'accident et de maladie

1. En cas d'incapacité de travail pour accident, l'employé perçoit un montant équivalent à son salaire dès le premier jour et pendant 720 jours.
2. En cas d'incapacité de travail pour maladie, l'employé perçoit un montant équivalent à son salaire dès le premier jour et pendant 720 jours.

Art. 36 - Certificat médical

1. Dès le troisième jour d'absence due à une maladie ou à un accident, les employés sont tenus d'adresser un certificat médical à la direction de leur école.

Titre 6 - Droits et obligations

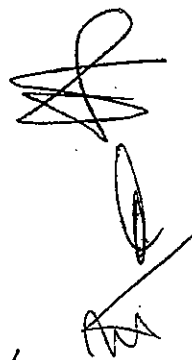
Art. 37 - Obligations de l'employeur

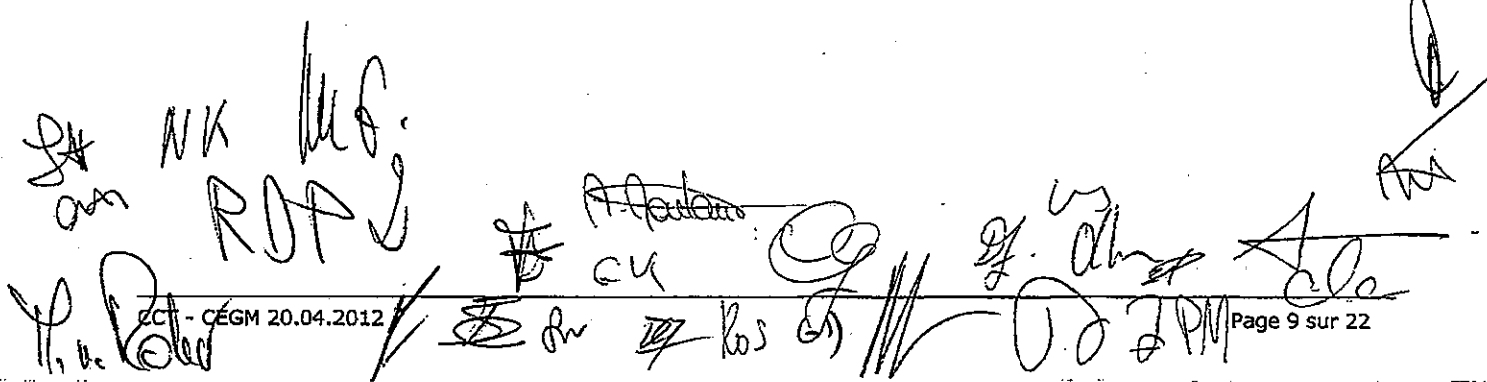
1. L'employeur veille à ce que le personnel bénéficie d'un cadre de travail dont l'organisation et l'équipement lui permettent d'exercer ses fonctions et de faire valoir sa personnalité, ses aptitudes professionnelles et ses facultés d'initiative.
2. L'employeur veille à assurer les remplacements nécessaires au fonctionnement de l'école.
3. Les questions relatives à l'application de la présente convention font l'objet d'information et de consultation des employés.
4. L'employeur veille au respect de l'égalité entre hommes et femmes conformément à la LEG.
5. Les membres du personnel ne doivent subir aucune discrimination conformément à l'art. 8 al. 2 de la Constitution fédérale.
6. L'employeur applique les dispositions relatives à la protection de la santé et les directives fédérales concernant la sécurité au travail.
7. L'employeur veille au respect effectif du droit à la protection de la personnalité des employés, notamment en matière de harcèlement psychologique et de harcèlement sexuel. Il met en place des mesures de prévention, d'information et de soutien. Cf. annexe 7.
8. L'employeur se conforme aux dispositions de la loi fédérale sur la participation et veille à favoriser les rencontres avec la représentation du personnel et syndicale.
9. L'employeur garantit que les membres du personnel peuvent prendre connaissance de leur dossier administratif à tout moment dès leur entrée en fonction. L'employeur ne peut utiliser, à l'encontre d'un membre du personnel, un document sans que celui-ci n'en ait eu connaissance préalablement.

10. L'employeur organise des entretiens de bilan réguliers, afin de faire le point sur les différents aspects de l'activité professionnelle de l'employé, ses perspectives d'évolution et ses besoins en formation. Toutefois, pour les professeurs, l'art. 60 s'applique.
11. L'employeur garantit l'exercice d'un mandat officiel ou électif (les conditions de cet exercice font l'objet d'un accord).
12. L'employeur contracte une assurance responsabilité civile pour ses employés dans l'exercice de leur fonction.
13. L'employeur assiste l'employé en cas de litige dans le cadre de son activité professionnelle.

Art. 38 - Obligations du personnel

1. L'employé est tenu de garder le secret relatif à sa fonction quant aux informations et constatations relatives aux usagers, et cela, même après la fin des rapports de service.
2. Il est interdit à l'employé de solliciter, d'accepter ou de se faire promettre, pour lui ou pour autrui, des dons ou des avantages qui pourraient compromettre l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa fonction.
3. L'employé est tenu de respecter les convictions religieuses et politiques des usagers dans le cadre de la législation en vigueur.
4. L'employé engagé à plein temps doit obtenir l'accord de son employeur s'il exerce d'autres activités professionnelles régulières.
5. Les droits de propriété intellectuelle acquis pour des travaux accomplis au sein de l'école appartiennent à cette dernière à l'exception :
 - des œuvres musicales, chorégraphiques, mises en scène et autres œuvres acoustiques soumises à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA) du 9 octobre 1992 ;
 - de dispositions contractuelles contraires.
6. Les devoirs de l'employé sont définis dans un cahier des charges qui lui est remis avec son contrat.
7. L'employé veille au bon usage des locaux, du matériel et des instruments qu'il utilise dans le cadre de ses activités.
8. L'employé ne peut adopter une attitude qui porte préjudice à l'accomplissement de sa charge de professeur ou à l'école qui l'emploie.
9. Toute propagande religieuse et/ou politique est interdite.
10. L'employé empêché de se présenter à son travail doit en informer sa hiérarchie immédiatement.
11. Courtoisie, tact et discrétion sont de règle dans les écoles. L'employé ne peut donner de renseignements personnels concernant un élève mineur qu'à ses parents, au tuteur, au représentant légal, ainsi qu'à la direction. Toute autre demande de renseignements doit être soumise à l'approbation de la direction.
12. En plus des dispositions du présent article, les obligations spécifiques du professeur sont réglées dans son contrat de travail et son cahier des charges.
13. Pour le respect de ses obligations, l'employé est soumis à l'autorité de la direction. Celle-ci peut désigner un représentant à qui elle délègue tout ou partie de son autorité.
14. L'employé se conforme à la charte de l'école.




 NK MS.
 ROP
 CCT - CEGM 20.04.2012 Page 9 sur 22

Titre 7 – Sanctions et procédure

Art. 39a) - Sanctions

1. L'employé qui enfreint ses devoirs, intentionnellement, par négligence ou imprudence peut, après avoir été convoqué par écrit (ou par courriel) puis entendu par la direction, faire l'objet d'une procédure disciplinaire. Lors de cette première convocation, et à tout moment de la procédure, il peut se faire accompagner par une personne de son choix.
2. L'ouverture de la procédure disciplinaire est notifiée par écrit à l'intéressé. Elle déclenche une enquête.
3. Les sanctions sont les suivantes (elles sont ici mentionnées par ordre croissant de gravité) :
- avertissement ;
- blâme.
4. Ces sanctions sont prononcées par écrit par la direction.
5. Chacune des sanctions prévues peut être prise, s'il le faut, en tant que telle, sans qu'il faille pour cela qu'elle ait été précédée par les sanctions mentionnées comme étant de moindre gravité.

Art. 39b) - Contentieux et recours

1. L'avertissement et le blâme peuvent être contestés, dans un délai de 10 jours, auprès du comité ou conseil de fondation de l'école.
2. Le comité ou conseil de fondation de l'école, ou une délégation de celui-ci entend l'employé qui peut se faire accompagner par une personne de son choix.
3. Le comité ou le conseil rend sa décision dans un délai de 6 semaines.

Art. 40 - Règlement des litiges, conciliation

1. Avant tout recours aux Tribunaux et après épuisement des voies de recours internes, les parties contractantes soumettent leurs différends relatifs à la présente CCT à la Commission paritaire. Cette disposition n'est pas applicable aux litiges opposant un employeur à un employé, pour lesquels la Commission paritaire peut cependant être requise en vue d'une conciliation.
2. Après avoir entendu les parties et recueilli tout renseignement utile, cette commission émet une recommandation de règlement du conflit.
3. Cette recommandation est communiquée aux parties dans les trente jours dès la saisie de la commission.
4. En cas de non-conciliation, les parties agissent par les voies de droit ordinaires.

Titre 8 – Formation continue et perfectionnement professionnel

Art. 41 - Principes généraux

1. L'employeur encourage la formation professionnelle et la formation continue du personnel dans le but d'assurer en particulier l'adéquation de ses compétences à sa fonction, à sa place dans l'équipe, ainsi qu'aux projets de l'école, en conformité avec les dispositions légales.
2. Par «formation professionnelle» et «formation continue», il faut entendre les cours, les séminaires, les stages, les groupes d'analyse de la pratique, les démarches telles qu'un bilan de compétences ou la validation d'acquis, auxquels peut participer un employé, toute action de formation qui contribue à réaliser son cahier des charges, maintenir, actualiser et accroître ses connaissances, développer les méthodes liées à l'évolution de son travail, collaborer à un projet d'école, accéder à une qualification professionnelle ou faire face à une évolution ou un changement.

3. Au travers de son engagement pour la formation des employés, l'employeur manifeste ainsi le souci de leur employabilité et contribue à la qualité des prestations.
4. Dans ces buts, chaque employeur dispose d'un budget de formation porté à la connaissance du personnel, utilisable pour toutes les fonctions.

Art. 42 - Droits à la formation

1. Tout membre du personnel peut demander ou être appelé à suivre une formation et dispose ainsi d'un droit à la formation professionnelle et continue.
2. Tout membre du personnel dispose d'un droit de formation de 5 jours par an, soit 40h administratives pour un plein temps. Demeurent réservés les droits et obligations des professeurs liés à leur cahier des charges.
3. Toute action de formation fait l'objet d'un accord écrit entre l'employé et l'employeur.

Art. 43 - Prise en charge des frais de formation

1. Lorsque l'employeur demande à l'employé une activité de perfectionnement professionnel, il prend à sa charge les frais qui en découlent (frais d'inscription, de transports, séjours et, le cas échéant de remplacement) et le salaire est maintenu.
2. Lorsque, sur proposition de l'employé, l'employeur accepte un stage ou une activité de perfectionnement professionnel, après en avoir examiné la valeur et l'opportunité, l'école prend à sa charge une partie des frais qui en découlent et le salaire est maintenu.
3. Lorsque l'employeur autorise un employé à entreprendre une activité de perfectionnement n'ayant qu'un rapport indirect avec son enseignement, elle peut assumer une partie des frais d'inscription et maintenir partiellement le salaire.
4. Lorsque l'employé suit un cours dans l'une des écoles de la CEGM, il n'est astreint à payer que la moitié de l'écolage. Il doit en faire la demande préalable à l'employeur.

Art. 44 - Validation de l'expérience

1. L'employeur encourage la validation des acquis ou de l'expérience pouvant donner lieu à un diplôme reconnu. Il met à disposition du temps pour les démarches, le bilan de compétences, les formations complémentaires éventuelles donnant accès à la validation de l'expérience.

Art. 45 - Apprentissage

1. L'employeur encourage la formation de jeunes personnes ou adultes en particulier pour acquérir une formation de base par CFC dual. Pour cela, il remplit les obligations fixées pour les parties contractantes. Les grilles salariales des apprenti-e-s sont celles utilisées à l'État. Le droit aux vacances est fixé à 6 semaines jusqu'à l'âge de 20 ans révolus, 5 semaines dès l'année civile suivante. Les vacances sont prises pendant les vacances scolaires. En cas d'apprentissage pour des adultes, les salaires sont supérieurs.

Titre 9 - Droits syndicaux

Art. 46 - Liberté syndicale

1. La liberté syndicale ainsi que la liberté d'opinion et d'expression des membres du personnel sont garanties et reconnues par les parties contractantes.
2. L'employeur s'engage à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat pour arrêter sa décision en ce qui concerne l'engagement, les mesures disciplinaires, le licenciement et l'organisation du travail
3. L'appartenance à une organisation syndicale ne peut constituer un motif de sanction ou de licenciement. Si un employé est congédié en violation des libertés et droits ainsi rappelés, les signataires de la présente CCT s'emploieront à faire annuler cette mesure, ce qui ne fera pas obstacle à l'exercice du droit que garde l'employé d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

(Handwritten signatures and initials are present throughout the page, including 'NK', 'RDP', 'H.v. Kow', and various initials at the bottom.)

4. L'employeur s'engage à ne faire aucune pression sur l'employé en faveur de tel ou tel syndicat.
5. Chaque école règle les conditions dans lesquelles des décharges horaires et des congés pour activités syndicales sont accordés (selon art. 28).

Art. 47 - Information syndicale

1. Les directions d'école mettent à disposition un lieu d'affichage pour les communications destinées à l'information syndicale.
2. Les affiches, tracts, convocations à des assemblées syndicales sont signés par les responsables (ou l'organisation responsable). Les textes expriment clairement l'information à transmettre et touchent aux conditions de travail. Les tracts ou affiches sont transmis uniquement aux membres du personnel et à titre d'information à la direction de l'école.
3. Les membres du personnel peuvent se réunir en dehors de leurs heures de travail et d'enseignement dans un local mis à disposition par la direction de l'école dans la mesure des disponibilités.

Titre 10 – Dispositions particulières pour les professeurs et les employés du domaine artistique

Art. 48 – Définitions

1. Un professeur est un employé ayant une charge d'enseignement.
2. Un employé du domaine artistique est un professionnel de la branche concernée: pianiste accompagnateur, chorégraphe, etc.
Sa fonction et sa classe de salaire sont définies dans un cahier des charges spécifique.
Il est employé sous un contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée d'une année.
Les accompagnateurs ou autres employés du domaine artistique occasionnels sont rémunérés au cachet.

Art. 49 - Obligations de l'employeur

1. L'école encourage une participation active et responsable, tant des professeurs que des élèves et de leurs parents, au cours des études.
2. **Soutien pédagogique** : l'école assiste le professeur dans les difficultés qu'il peut rencontrer avec l'un de ses élèves ou ses représentants légaux.
3. **Évaluation des élèves** : l'école associe étroitement les professeurs à l'élaboration des modalités d'évaluation du travail des élèves. L'évaluation vise, par sa nature et sa forme, un but formatif et éducatif.
4. **Formation pédagogique complémentaire** :
 - Lorsqu'un professeur est engagé, l'école évalue la formation pédagogique complémentaire qui doit être accomplie par lui au cours de sa période probatoire.
 - Les écoles encouragent les efforts personnels de perfectionnement des professeurs. En outre, elles organisent périodiquement des séminaires de formation continue.
5. **Soutien à l'activité artistique liée à la fonction** : lorsqu'elle est dans l'intérêt de l'enseignement, l'école encourage l'activité personnelle du professeur (mise à jour du répertoire, activité de concert, de spectacle, mise à disposition de locaux, sous réserve de disponibilité, etc.). Dans certains cas, la direction peut accorder un congé ou une aide particulière pour une activité dont l'intérêt pédagogique pour l'école est évident.
6. **Auditions/Spectacles** : l'école assiste le professeur dans l'organisation d'auditions, de démonstrations, de présentations, de spectacles ou de concerts par et pour ses élèves. La direction s'efforce d'y manifester, de manière adéquate, la présence de l'école.

Communications : au cours de la carrière du professeur, l'école lui adresse les informations dont elle a connaissance et qui pourraient être utiles à son orientation, à sa documentation ou à celle de ses élèves.

8. **Absence d'un élève** : la direction règle avec le professeur, conformément au règlement des études, les cas d'absences répétées ou injustifiées d'un élève.
9. **Organisation de la rentrée** : la liste des élèves et la disponibilité des locaux sont communiqués aux professeurs dès que possible, mais en principe au plus tard le premier jour de la semaine qui précède le début des cours.
10. **Remplacements** :
 - La direction pourvoit au remplacement du professeur dans tous les cas d'absences prévisibles.
 - A l'exception des cas de maladie ou d'accident, elle peut charger le professeur de prendre contact directement avec le ou les remplaçant(s) concerné(s).
11. **Discrétion**
 - L'école ne peut donner des renseignements personnels concernant un élève mineur qu'à ses parents, au tuteur, au représentant légal et au professeur.
 - Toute autre communication de renseignements est traitée par la direction conformément à la Loi fédérale sur la protection des données (LPD du 19 juin 1992).

Art. 50 - Obligations des professeurs

1. Les professeurs sont soumis à un cahier des charges édicté par l'école (se référer aux exemples de cahiers des charges figurant en annexe 4).

Art. 51 - Conditions d'engagement

1. Pour être engagé dans le corps professoral des établissements, il faut :
 - a) justifier d'une culture générale d'un niveau équivalent à la maturité gymnasiale ou professionnelle;
 - b) avoir obtenu un master d'études professionnelles de pédagogie générale ou instrumentale dans une HES du domaine concerné ou un titre jugé équivalent ;
 - c) être prêt à enseigner, tout au long de sa carrière, à tous les degrés d'enseignement de son domaine au sein des écoles de la CEGM.
2. En l'absence de master ou de titre équivalent existant pour le poste, l'école peut engager un candidat si les compétences de celui-ci répondent aux besoins du poste. Ces besoins sont déterminés par l'école.
3. Les équivalences sont à soumettre au préalable à l'employeur concerné.

Art. 52 - Poste occupé par un suppléant

1. Lorsque les circonstances l'y obligent, la direction d'une école peut engager, par appel, un suppléant pour une année scolaire, exceptionnellement pour une seconde année au maximum.
2. Si le poste occupé par un suppléant est maintenu, il fait l'objet d'une mise au concours au printemps suivant.
3. Pour un poste très spécifique (par ex. enseignement complémentaire) la direction peut engager un « professeur invité » pour autant que le taux d'activité ne dépasse pas 10%.

Art. 53 - Période probatoire

1. Les deux premières années d'engagement constituent la période dite probatoire.
2. **Durant la période probatoire, les cours et prestations** font l'objet d'une évaluation régulière. Au terme de chaque année, un entretien et une évaluation sont organisés avec la direction.

Art. 54 - Nomination

1. La nomination est du ressort du conseil de fondation ou du comité de chaque école. Elle ne peut intervenir que pour un taux moyen d'activité de 33% pour les cours individuels et collectifs.
2. La nomination intervient au terme de la période probatoire de deux ans, et pour autant que l'évaluation débouche sur des conclusions positives.
3. En cas d'évaluation négative durant la période dite probatoire de 2 ans, il est mis un terme au contrat de travail. Exceptionnellement, l'employeur peut prolonger la période probatoire.

[Handwritten signatures and initials are present throughout the page, including a large signature on the left side and several initials on the right side.]

d'une année pour des motifs d'absence ou de nécessité de remédiation. Dans ce cas de figure, la décision fait l'objet d'un document écrit et d'éventuels objectifs fixés.

4. La nomination prend effet au 1^{er} septembre.

Art. 55 - Garanties

1. La nomination implique la garantie de rémunération de la fraction de poste occupée moins une période de 50 minutes d'enseignement.
2. Une garantie ne peut être accordée que pour un taux d'occupation d'au moins 33 % de l'équivalent plein temps.
3. En cours d'année, si la dotation réelle est inférieure à la garantie, des tâches compensatoires liées au domaine pédagogique peuvent être demandées.
4. Tous les deux ans, le nombre d'heures garanties est recalculé à la hausse ou à la baisse d'après la moyenne de la dotation de la période des deux dernières années moins une période de 50 minutes d'enseignement.
5. Lorsqu'un professeur enseigne dans plusieurs écoles de la CEGM, il bénéficie d'une garantie commune. Celle-ci est établie et réexaminée en concertation avec les établissements concernés.
6. Le professeur est tenu d'accepter au moins le poste qui lui est garanti, sous peine de perdre la garantie correspondante.

Art. 56 - Fin des rapports de travail

1. La fin des rapports de travail, moyennant le respect du délai de résiliation prévu à l'art. 10, prend effet au 31 août de l'année en cours.
2. Sont réservés les contrats à durée déterminée.

Art. 57 - Élèves et lieu de travail

1. Chaque année, les élèves et le lieu de travail du professeur sont attribués par la direction de l'établissement.
2. Le professeur doit être consulté avant toute décision.

Art. 58 - Vœux d'enseignement

1. Avant fin février les professeurs adressent à la direction leurs vœux pour l'année suivante : nombre d'élèves, taux d'activité, lieux d'enseignement, ...
2. La Direction attribue les heures en tenant compte de l'ancienneté du professeur.
3. Le nombre d'heures d'enseignement, la garantie et le lieu de travail sont communiqués par écrit aux professeurs à fin juin.
4. Le taux d'activité final est fixé un mois après la rentrée scolaire et est garanti sur l'année scolaire en cours.

Art. 59 - Forme écrite

1. Les décisions d'engagement et de nomination, ainsi que l'octroi et les modifications des garanties sont communiqués à l'intéressé par écrit de l'école mentionnant la nature de l'enseignement, le taux d'activité concerné ainsi que le salaire annuel.

Art. 60 - Évaluation du professeur

1. Au cours de son activité, chaque professeur est soumis à une évaluation formative dont la périodicité et les modalités sont définies par l'école concernée.
2. Les parties s'engagent à harmoniser les pratiques dans le cadre du mandat qui sera donné par la CEGM à la commission paritaire, en lien avec la convention d'objectifs, et les moyens à disposition.

Art. 61 - Durée du travail et temps d'enseignement

1. La durée du travail est fixée à 40 heures hebdomadaires pour un plein temps.

Handwritten signatures and initials:
 NK, LGA, ROP, OA, P. Koller, GK, Ros, G1, O O Z, and several other illegible signatures.

Art. 67 - Retenues de salaire

1. Quand un congé est accordé pour un motif professionnel, la retenue de salaire est calculée sur la base du salaire annuel réparti sur 52 semaines.
2. Quand un congé est accordé pour raisons personnelles, la base de calcul est le salaire annuel réparti sur 39 semaines.

Salaires

Art. 68 - Fixation des salaires

Principes

1. Les salaires versés mensuellement aux professeurs et employés du domaine artistique sont calculés sur la base de l'échelle des traitements officielle de l'Etat de Genève.
2. La période annuelle de salaire s'étend du 1er septembre au 31 août de l'année suivante.
3. Dès son engagement, le professeur entre dans un système salarial progressif dont les modalités sont les mêmes que celles pratiquées par l'Etat de Genève.
4. Les années d'expérience utiles au poste au sein de l'une des écoles de la CEGM sont acquises, dès l'engagement.
5. Pour les professeurs engagés au vu de l'expérience acquise antérieurement (hors de la CEGM), deux années d'enseignement passées dans une école similaire sont comptées comme une année dans une école de la CEGM, ceci dès l'engagement. Le plafond est toutefois fixé au degré 5 de l'échelle des annuités. L'expérience s'entend à dater de l'obtention des titres requis.

Art. 69 - Décharge pour ancienneté

1. Le professeur au bénéfice d'une garantie et ayant atteint le 1^{er} septembre 57 ans, respectivement 55 ans pour la danse, et s'il a accompli au moins vingt ans de service, a droit à une décharge pour ancienneté de trois heures hebdomadaires pour un emploi égal ou supérieur à un trois-quarts de poste, deux heures hebdomadaires pour un emploi égal ou supérieur à un demi-poste, une heure hebdomadaire pour un emploi égal ou supérieur à un quart de poste.
2. Le calcul du taux d'occupation s'effectue sur la moyenne des trois dernières années d'activité (en cas de doute, le chiffre en millièmes fait foi). Ces heures de décharge ne peuvent être ajoutées, mais au contraire doivent être défalquées de la charge d'enseignement ordinaire du professeur.

Art. 70 - Retraite - Fin des rapports de service

1. Le contrat de travail prend fin au terme de l'année scolaire au cours de laquelle le professeur a atteint l'âge légal de la retraite.

Art. 71 - Doyen

1. Le doyen est un professeur.
2. Il est élu par ses pairs. La direction peut exercer un droit de veto sur l'une ou l'autre des candidatures.
3. Pour le surplus, le cahier des charges, la procédure d'élection, le mode de rétribution et les principes réglant les décharges horaires sont fixés à l'annexe 3.

Handwritten notes and signatures:
 NK MS.
 (réserve art 69, via annexe)
 CCT - CEGM 20.04.2012
 Page 16 sur 22
 Numerous signatures and initials are present, including a large scribble at the top right and several names at the bottom.

Titre 11 – Commission paritaire

Art. 72 - Rôle et compétences

1. La commission paritaire peut proposer en tout temps des modifications de la convention aux parties contractantes.
2. La commission paritaire de la CEGM étudie les problèmes que pourrait poser l'application de la présente CCT et se prononce sur les questions d'interprétation qu'elle pourrait soulever.
3. Lorsqu'un litige survient entre un employeur et un employé, la commission paritaire peut être requise par l'un ou l'autre en vue d'une conciliation.
4. La commission paritaire peut refuser de s'occuper de litiges auquel cas, elle doit justifier sa décision.
5. La commission paritaire fonctionne comme organe de recours dans tous les cas prévus par la présente CCT.
6. Les parties à la CCT appliquent les décisions prises par la commission paritaire.
7. La compétence des tribunaux est réservée.

Art. 73 - Composition

1. Dans le cadre de la CCT, la commission paritaire est composée de 4 représentants des employeurs de la CEGM désignés par leurs pairs et de 4 représentants des employés désignés par le syndicat SIT et la FAPCEGM-HEM (2+2). Le SIT peut désigner un secrétaire syndical.
2. Deux suppléants par délégation sont désignés.
3. Chaque délégation est composée de 2 représentants des écoles de l'ex-Fegm et deux représentants des autres écoles.

Art. 74 - Fonctionnement

1. Les membres de la commission paritaire sont désignés pour deux ans, renouvelables.
2. La commission paritaire se réunit périodiquement ou à la demande de l'une des parties mais au moins une fois par an. Elle est convoquée par le président, de sa propre initiative ou à la requête de l'un des membres. La convocation, mentionnant l'ordre du jour, doit parvenir aux membres au moins dix jours à l'avance.
3. Les membres de la commission, sous réserve des moyens disponibles, sont rétribués par des jetons de présence dont le montant est fixé par la CEGM conformément à son règlement sur les jetons de présence.
4. Chaque année, la commission paritaire nomme son président, choisi alternativement dans la délégation employeur de la CEGM et dans la délégation du personnel.
5. Le secrétariat de la commission paritaire est assuré par le secrétariat de la CEGM.
6. La commission paritaire prend ses décisions à la majorité des délégués présents. Lors des votes, les deux parties doivent être représentées par un nombre égal de délégués.
7. Les délégués à la commission paritaire sont tenus de garder le secret quant aux informations et constatations relatives à la sphère privée.
8. Les membres de la commission paritaire représentant un organisme impliqué dans un litige qui lui est soumis ou en dépendant, ne peuvent siéger durant toute la durée des séances consacrées à celui-ci.
9. Les publications de décisions et les procès-verbaux des séances de la commission paritaire sont transmis aux parties contractantes.

Art. 75 - Frais de fonctionnement

1. Les frais de fonctionnement de la commission paritaire sont supportés par la CEGM.
2. La procédure devant la commission paritaire est gratuite.

Titre 12 – Respect de la Convention

Art. 76 - Devoirs des parties contractantes

1. Les parties contractantes veillent à l'observation de la présente convention.
2. Chaque partie s'efforce de trouver des solutions négociées conformément à l'esprit de la présente CCT.
3. L'engagement des Écoles est subordonné, chaque année, à l'approbation de la subvention par le Grand Conseil.
4. Au cas où l'Etat décide de modifier son engagement financier durant la période des contrats de prestations les mesures transitoires sont prises conjointement par les parties.

Art. 77 - Organe d'information, de consultation, de négociation

1. Les signataires de la présente CCT s'informent réciproquement de toute proposition de modifications qui seront soumises à négociation.

Art. 78 - Information, consultation et négociation

1. Les membres du personnel et les écoles peuvent en tout temps prendre connaissance de l'ensemble des dispositions portant sur l'application de la présente CCT, y compris les directives et les décisions de portée générale de ses instances.
2. Les parties signataires de la présente CCT sont informées et consultées en temps utile sur toutes les questions importantes en matière de conditions de travail et d'application de la présente CCT.
3. Les signataires de la présente CCT s'informent réciproquement de toute proposition de modifications qui seront soumises à négociation.

Art. 79 - Droits acquis

1. Pour le personnel du CPMT, CMG et IJD, les conditions de travail plus favorables sont réservées conformément à l'annexe 2 "Dispositions transitoires".

Art. 80 - Entrée en vigueur

1. La présente CCT entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012 et s'applique à l'ensemble du personnel concerné par les tâches déléguées selon l'art. 16 de la LIP.

Art. 81 - Durée de la CCT

1. La convention est conclue pour une durée de quatre ans.
2. Elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des parties, six mois au minimum avant l'échéance.
3. La dénonciation de cette convention vaut également pour ses annexes et fiches d'interprétation. Elle doit être signifiée par courrier recommandé à toutes les parties.

Art. 82 - Amendements et compléments, révision

1. D'un commun accord, les parties contractantes peuvent en tout temps amender ou compléter la convention ou l'un ou l'autre de ses articles ou annexes sans entraîner sa résiliation.
2. Toute disposition nouvelle ou complémentaire sera ajoutée à la présente convention.
3. Toute demande de révision totale ou partielle fera l'objet d'une notification par lettre recommandée. Elle sera accompagnée des motifs invoqués à l'appui des propositions de modification, elle sera obligatoirement examinée par les parties dans un délai maximum de 4 mois

Toute modification qui interviendra dans le statut de la fonction publique fera l'objet d'une rencontre entre les signataires, convoqués par la présidence sur demande d'une ou des parties, dans un délai maximum de trois mois, afin d'examiner les modalités d'intégration dans la CCT.

Art. 83 - Mise en œuvre et mesures transitoires

À déterminer après concertation avec l'autorité subventionnante

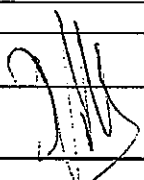
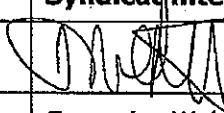
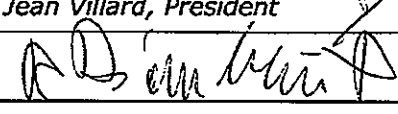
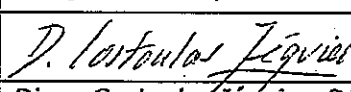
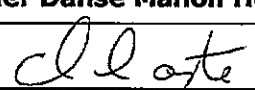
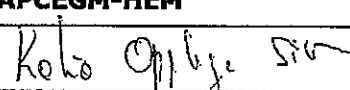
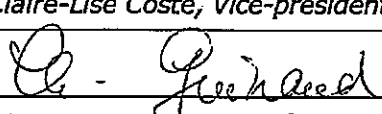
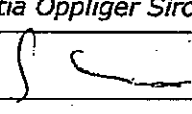
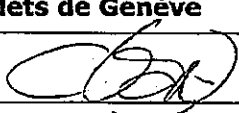
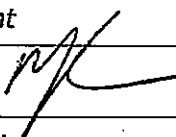
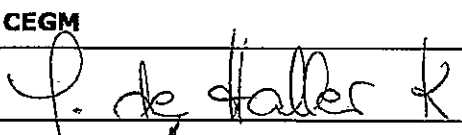
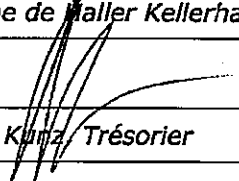
1. Les dispositions de la CCT entraînant des coûts liés à l'harmonisation des conditions salariales au sein de la CEGM sont mises en place progressivement, en fonction des subventions mises à disposition par l'Etat selon l'annexe 2 « Dispositions transitoires » - Al. 4.
2. Les étapes de l'harmonisation seront évaluées par les parties et un suivi périodique des étapes d'application sera mis en place par la commission paritaire.
3. Chaque année, avant la rentrée scolaire, un point de situation sera établi et communiqué au personnel.

Art. 84 - Reconduction de la CCT

1. Six mois avant échéance, les parties se rencontrent et font connaître leurs intentions.
2. Si les négociations n'ont pas abouti avant les échéances, la CCT est reconduite jusqu'à accord entre les parties.

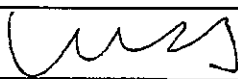

Handwritten notes and signatures:
ST
RDT ✓ NK [signature]
art 83 (réserve art. 83; cf. annexe).
réserve art 83, cf. annexe
[multiple signatures and initials]

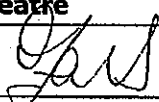
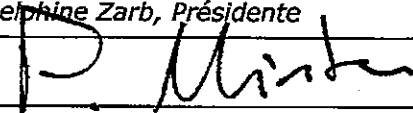
Art. 85 – Signatures

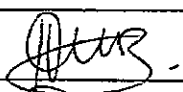
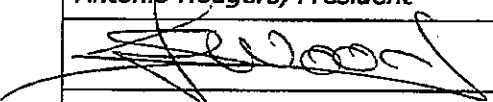
Pour les employeurs :	Pour les employés :
Accademia d'Archi	Syndicat interprofessionnel SIT
	
Jean Villard, Président	Françoise Weber, Secrétaire syndicale
	
Raffaello Diambri Palazzi, Directeur	Diane Costoulas Jéquier, Déléguée syndicale SIT et Présidente de l'ADPCMG
Atelier Danse Manon Hotte	FAPCEGM-HEM
	
Claire-Lise Coste, Vice-présidente	Katia Opplinger Siron, Présidente
	
Christine Guinand, Secrétaire du comité	Gérard Desmeules, Vice-Président
Cadets de Genève	
	
Claude Bard, Président	
	
Mark Johnson, Trésorier	
CEGM	
	
Jeannine de Waller Kellerhals, Présidente	
	
Nicolas Kunz, Trésorier	

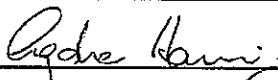
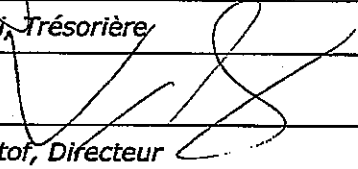
Art. 85 – Signatures (suite)

Pour les employeurs :	Pour les employés :
------------------------------	----------------------------

Conservatoire de Musique de Genève	
	
Nicolas Jeandin, Président	<i>voir réserve annexée.</i>
	
Eva Aroutunian, Directrice	<i>voir réserve annexée</i>

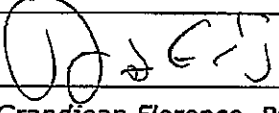
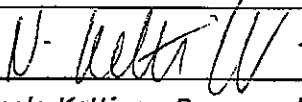

Conservatoire populaire de musique, danse et théâtre	
	
Delphine Zarb, Présidente	
	
Peter Minten, Directeur	

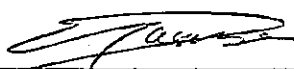
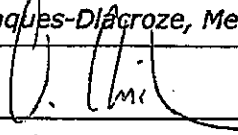
Ecole de Danse de Genève	
	
Antonio Rodgers, Président	
	
Sean Wood, co-Directeur	

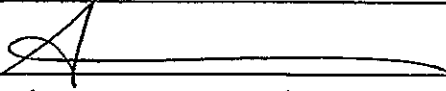

ETM - Ecole des musiques actuelles et des technologies musicales	
	
Atala Hauri, Trésorière	
	
Gabor Kristof, Directeur	

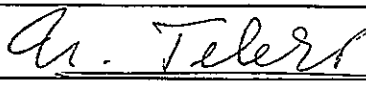
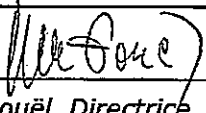
Art. 85 - Signatures (suite)

Pour les employeurs :	Pour les employés :
------------------------------	----------------------------


Espace Musical

<i>Grandjean Florence, Présidente</i>

<i>Nicole Kettiger, Responsable pédagogique</i>

<i>Alexa Montani, Responsable administrative</i>

Institut Jaques-Dalcroze

<i>Eric Jaques-Dalcroze, Membre du bureau</i>

<i>Olivier Christin, Directeur adjoint</i>

Ondine genevoise

<i>Gérard Deshusses, Président</i>

<i>Monique von Rohr, Vice-présidente</i>

Studio Kodály

<i>Nathalie Teleki, Présidente</i>

<i>Klara Gouël, Directrice</i>

Genève, le 20 avril 2012



Conservatoire de Musique de Genève
Rue de l'Arquebuse 12
Case postale 5155
CH - 1211 Genève 11
Tél : +41 22 319 60 60

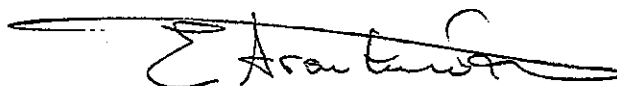
www.cmusge.ch

Réserve émise par le Conservatoire de Musique à la signature de la Convention collective de travail négociée sous l'égide de la CEGM

La signature du Conservatoire de Musique est donnée avec la réserve suivante:

"Le Conservatoire de Musique est lié par l'art. 69 CCT (décharge pour ancienneté) jusqu'au terme du contrat de prestations en vigueur pour la période 2011 – 2014. Postérieurement à cette période, le Conservatoire de Musique de Genève ne sera lié par l'art. 69 CCT que dans la mesure où les contrats de prestations à venir continueront à appliquer – sans condition ni contrepartie - le principe du financement intégral par l'Etat des décharges pour ancienneté. Ceci en dérogation à l'Annexe 2 (Dispositions transitoires § 2) à laquelle renvoie l'art. 83 CCT"


Nicolas Jeandin, président



Ainsi fait à Genève le 30 avril 2012



Annexe 1

Liste des signataires :

Accademia d'Archi

Route de Chêne 153 - 1224 Chênes-Bougeries

Atelier Danse Manon Hotte

Avenue des Tilleuls 21 - 1203 Genève

Cadets de Genève

Rue Schaub 45 - 1202 Genève

CEGM

Boulevard James-Fazy 2 - 1201 Genève

Conservatoire de musique de Genève

Rue de l'Arquebuse 12 - 1204 Genève

Conservatoire populaire de musique, danse et théâtre

Boulevard St-Georges 36 - 1205 Genève

Ecole de Danse de Genève

Pré-Jérôme 6 - 1205 Genève

ETM - Ecole des musiques actuelles et des technologies musicales

Route des Acacias 8 - 1227 Acacias

Espace Musical

Avenue Pictet-de-Rochemont 33bis - 1207 Genève

**FAPCEGM-HEM Fédération des associations du personnel enseignant,
administratif et technique de la Confédération des Ecoles genevoises de
musique, rythmique Jaques-Dalcroze, danse et théâtre et de la Haute Ecole
de musique**

Case postale 6413 - 1211 Genève 6

Institut Jaques-Dalcroze

Avenue de la Terrassière 44 - 1207 Genève

Ondine genevoise

Rue Gourgas 20 - 1205 Genève

SIT Syndicat Interprofessionnel de travailleuses et travailleurs

Rue des Chaudronniers 16 - Case postale 3287 - 1211 Genève 3

Studio Kodály

Rue des Vollandes 64 - 1207 Genève

Mars 2012
Annexe 1

Handwritten initials: JH, ROP, aa

Handwritten initials: NK

Handwritten initials: P. Rohr, GK, KS

Handwritten signatures and initials: A. Joubert (G1), AN, D, de, 1

Annexe 2

Dispositions transitoires

Préambule aux dispositions transitoires

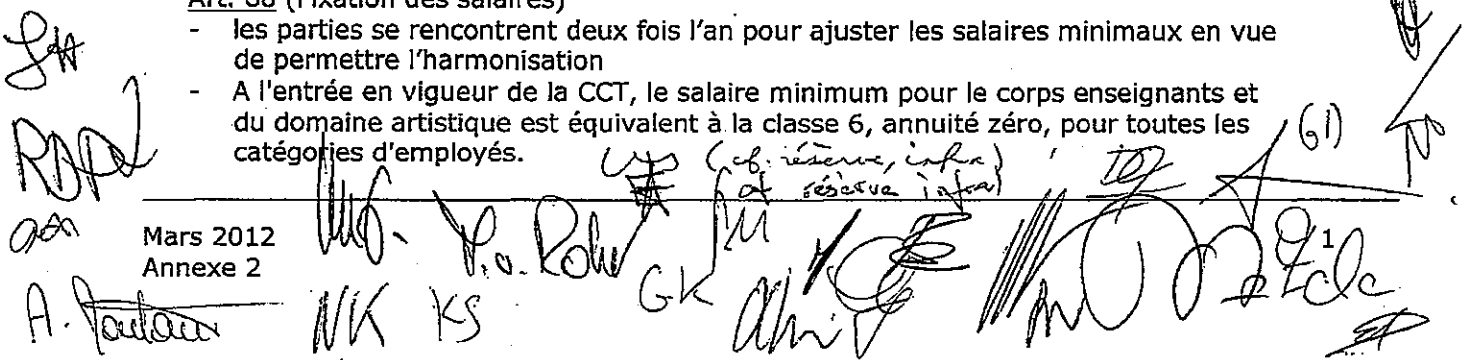
Deux raisons motivent les dispositions transitoires :

- 1) L'attente des moyens financiers octroyés par le DIP pour la pleine harmonisation des conditions de travail prévues dans la CCT.
- 2) La préservation des situations plus favorables préexistantes.

Dispositions transitoires

- 1) Sauf disposition contraire dans la présente annexe, les dispositions de la CCT sont applicables dès son entrée en vigueur.
- 2) La CCT s'applique, dès son entrée en vigueur, au CPMDT, au CMG et à l'IJD.
- 3) En l'absence de nouvelles annexes, les actuelles prévalent.
- 4) Pour les autres écoles, l'entrée en vigueur des dispositions suivantes est différée comme suit :
 - Art. 29 (Salaire)
 - A l'entrée en vigueur de la CCT, l'article 29 s'applique sous réserve du montant des salaires.
 - A l'entrée en vigueur de la CCT, le salaire minimum est équivalent à la classe 6 annuité zéro pour toutes les catégories d'employés, sauf dans le cas où, pour une catégorie d'employé donné, l'application de l'article 29 prévoit un salaire de classe inférieure.
 - En accord avec l'autorité subventionnante, le montant des salaires sera harmonisé progressivement en vue d'atteindre l'objectif fixé par l'article 29.
 - Art. 33 (LPP Prévoyance)
 - la mise en œuvre de cet article devra se faire intégralement entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2014.
 - Les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour atteindre cet objectif le plus rapidement possible.
 - Art. 49, al 10 (Obligations de l'employeur - Remplacements)
 - la mise en œuvre de cet article sera effective à la rentrée scolaire 2012.
 - Art. 55 (Garanties)
 - les parties examinent en tout temps la possibilité d'élargir la garantie par des garanties transversales entre les écoles de la CEGM.
 - Al. 5 : ne s'applique pas aux écoles comptant moins de 1000 élèves jusqu'à ce que le financement soit assuré.
 - Art. 68 (Fixation des salaires)
 - les parties se rencontrent deux fois l'an pour ajuster les salaires minimaux en vue de permettre l'harmonisation
 - A l'entrée en vigueur de la CCT, le salaire minimum pour le corps enseignants et du domaine artistique est équivalent à la classe 6, annuité zéro, pour toutes les catégories d'employés.

Mars 2012
Annexe 2



 JH
 RPP
 as
 A. Toulon
 NK
 KS
 P.O. Rou
 Gk
 (cf. réserve, infra)
 et réserve infra
 (61)
 91
 etc

Annexe 2 – Dispositions transitoires (suite)

Art. 71 (Doyen)

- le cahier des charges sera établi d'entente entre les parties et annexé, dès son approbation, à la présente convention.

5) Situations préexistantes:

Les situations préexistantes à l'entrée en vigueur de la présente CCT qui sont plus favorables à l'employé dans le cadre des articles listés ci-dessous s'appliquent malgré l'entrée en vigueur de la CCT aux employés qui en bénéficient au jour de l'entrée en vigueur de la CCT,

a) jusqu'au 31 décembre 2014 :

- Art. 14, al 1. (Retraite)
- Art. 29 (Salaire)
- Art. 51 (Conditions d'engagement)
- Art. 70 (Retraite – Fin des rapports de service)

b) jusqu'au 31 août 2022

- Art. 69 (Décharge pour ancienneté) : la décharge pour ancienneté est donnée à partir de 55 ans pour les employés qui atteindront l'âge de 55 ans d'ici au 31.08.2022 et qui remplissent les autres conditions de l'art. 69.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including:

- GA
- A. Joutoux
- Mars 2012
- Annexe 2
- NK KS
- P. v. Pour
- PN
- ck
- ah
- 002
- 2
- cle

Annexe 3

DOYENS

En l'absence d'une nouvelle annexe, le cahier des charges actuel des doyens fait foi.

Pour exemple :

Cahier des charges des doyens des écoles ex-FEGM

page 2 à 4

SA
RDP
aan
NK
61)
KS
AN
A. Joutaux
P. Rohrer
GK
M. G.
PM
1
cl

Cahier des charges

Fonction du doyen

Le doyen, dans le dicastère dont il a la charge, exerce une quadruple fonction :

Coordination de l'enseignement ;

Garantie du niveau de l'enseignement ;

Liens avec la direction ;

Relations extérieures.

Coordination de l'enseignement

En tant que coordinateur, le Doyen a la charge :

Par délégation totale ou partielle de la direction, d'assumer la responsabilité pédagogique et de développer l'organisation de son dicastère ;

Il assure avec les autres doyens une bonne coordination entre les différents dicastères et types d'enseignement ;

Au même titre que les professeurs, il est responsable des contacts avec les parents ;

Il veille à la bonne marche de son dicastère, en assurant les meilleures conditions de travail aux professeurs et aux élèves ;

Il récolte et suscite toutes les suggestions ou propositions d'innovations utiles venant des professeurs et portant sur les programmes, les méthodes d'enseignement, les rapports avec les élèves, etc. ;

Il informe les professeurs de son dicastère sur les programmes élaborés par les groupes de travail constitués par les Ecoles, en collaboration avec la direction (cf. 4 infra) ;

Il tient à jour l'inventaire des pièces composant les répertoires de base ;

Il veille, d'entente avec la direction, au renouvellement des achats de partitions ou de matériel pédagogique.

Garantie du niveau de l'enseignement

En tant que responsable de la garantie du niveau de l'enseignement, le doyen a la charge :

d'assister aux auditions et aux cours de ses professeurs aussi souvent qu'il est nécessaire, à leur demande, à celle de la direction ou de sa propre initiative ;

de prendre soin particulièrement des professeurs nouvellement engagés en assurant au besoin la planification de leur formation pédagogique (stages, etc.) ;

de faire des propositions en vue d'assurer la formation continue des professeurs de son dicastère ou de recommander de suivre tel stage à des professeurs qui en auraient besoin ;

d'assumer les tests de classement ainsi que l'organisation et la présidence des examens de son dicastère ;

de transmettre aux professeurs les exigences administratives édictées par la direction et de veiller à leur application ;

Mars 2012
Annexe 3

NK

KS

J. P. R.

R.

A. P.

PM

GK

AB

MA

MA

MA

MA

MA

MA

G1)

JH

RDP

AA

de superviser les remplacements des professeurs malades ou empêchés et de tenir à jour la liste des remplaçants agréés ;

de régler les conflits éventuels survenus entre tel élève et son professeur et de traiter des réclamations de parents ;

de participer à l'évaluation formative des professeurs.

Liens avec la Direction

En tant que lien entre son dicastère et la direction, le doyen a la charge :

de réunir régulièrement les professeurs de son dicastère pour discuter avec eux de toutes questions touchant à l'enseignement ;

de promouvoir et d'entretenir entre les professeurs du dicastère concerné un esprit de collaboration ainsi qu'une atmosphère de confiance réciproque ;

d'assumer la responsabilité de l'attribution des élèves aux différents professeurs ;

de contribuer à l'information des parents et des élèves ;

de participer régulièrement aux séances du Conseil décanal ;

de participer à la procédure d'engagement de nouveaux professeurs ;

d'apporter toutes suggestions qu'il juge utiles au maintien ou au développement de son dicastère dans l'Ecole ;

de s'occuper, le cas échéant, du bon fonctionnement des instruments loués ou appartenant à l'Ecole (relatifs à son dicastère) ;

de fournir un rapport écrit en fin de chaque année scolaire portant sur l'enseignement dans son dicastère et rendant compte du travail effectué (à rendre fin juillet).

Le doyen est assisté d'un(e) secrétaire pour tout ce qui concerne l'aspect administratif de son dicastère.

Relations extérieures

En tant que chargé des relations extérieures, le doyen a la charge :

de développer les échanges avec les partenaires institutionnels et avec les jurés extérieurs ;

de mettre en œuvre des groupes de travail thématiques impliquant des informations, échanges ou collaborations extérieures à son dicastère.

Procédure d'élection du doyen

L'élection du doyen ou la reconduction de son mandat doit faire l'objet d'une information préalable aux professeurs des disciplines concernées dans un délai permettant à cette information de circuler.

Le doyen est un professeur proposé par la direction ou par les professeurs de son dicastère. La direction peut exercer un droit de veto sur l'une ou l'autre des candidatures. Le doyen est ensuite élu à bulletin secret par les professeurs de son dicastère, parmi les candidats restants.

En cas de désaccord entre les professeurs et la direction sur l'élection d'un doyen, le Conseil de Fondation fonctionne comme organe de recours.

A. Boutevin
RDP
an
gn
YS
P. Roux
PK
an
LS
DK
g
an
DD
d
de

La désignation du doyen est ratifiée par le Conseil de Fondation.

En cas de désaccord entre un doyen dans l'exercice de ses fonctions et la direction, le Conseil de Fondation fonctionne également comme organe de recours par l'intermédiaire du représentant des doyens.

Les droits du doyen découlent nécessairement de ses attributions.

Le doyen est élu pour 5 ans et son mandat est renouvelable 2 fois, soit trois mandats de 5 ans. Une prolongation exceptionnelle est possible en cas de nécessité.

Le doyen doit garder une partie de son poste en heures d'enseignement.

Fin des rapports de service

Le changement de doyen intervient :

en cas de vacance (la démission est soumise au règlement du statut des professeurs) ;

lors d'une élection quinquennale ;

le poste de doyen doit faire l'objet d'une ouverture de poste dûment annoncée.

lors d'un changement de doyen, les heures de décanat du doyen sortant sont remplacées par un même nombre d'heures d'enseignement ou d'activités, au même tarif (c'est-à-dire en classe 19), pour autant qu'il ait accompli au moins deux mandats. Dans le cas où il n'aurait accompli qu'un seul mandat complet, la moitié seulement des heures reconverties est rémunérée au tarif « doyen ».

Conseil Mixte du 17 décembre 2002

JA
RJA
am

G1)

Mars 2012
Annexe 3

A. Tactaris
P. Rohrer
GK
PM
NK
dv
KS
A
W
M
O
D
E
P



Cahier des charges du professeur

Le présent cahier des charges se fonde sur l'art. 16 de la LIP (Loi sur l'instruction publique) et le statut des professeurs de la FEGM du 18 mai 1999 et ses avenants

Pour la commodité de la lecture, nous avons privilégié la forme épiciène des mots, le masculin désignant les deux genres.

But de la fonction

Dispenser un enseignement différencié et adapté à des enfants, des adolescents et des adultes, amateurs et préprofessionnels, sous formes individuelles ou collectives, afin de donner à chaque élève le maximum de moyens et de connaissances pour lui permettre, au mieux de ses capacités et dans le respect de sa personnalité, de pratiquer un mode d'expression artistique.

Description de la fonction

La fonction implique notamment, dans le cadre de la contribution au fonctionnement et à l'évolution des institutions :

A. Enseignement

1. Elèves

Le professeur remplit une mission d'éducation artistique (musique théâtre, danse et rythmique Jaques-Dalcroze) auprès des élèves dont il a la responsabilité, conformément au plan d'études.

- Il gère son temps d'enseignement dans le respect de son engagement horaire
- Il développe le contact avec les élèves
- Il établit le contact et la collaboration avec les parents.

2. Organisation

Le professeur s'organise de façon autonome mais doit faire preuve de collégialité

- Il établit et gère les horaires
- Il recherche et prépare le matériel pédagogique
- Il informe la direction ou sa délégation (doyen) de tout changement intervenant dans sa classe
- Il échange avec le doyen des informations pour le suivi des élèves.

[Handwritten signatures and initials: ROP, KS, GK, A. Autan, etc.]

3. Suivi des cours

Dans l'élaboration des cours une large part est laissée aux conceptions personnelles et à la décision de l'enseignant en ce qui concerne aussi bien le contenu que les méthodes et la répartition des différentes activités, tout en restant dans le cadre du plan d'études.

- Il développe de manière équilibrée la personnalité des élèves, leur savoir-faire instrumental, leur créativité, leur autonomie
- Il fixe des objectifs en fonction de l'évolution des élèves
- Il contribue à la meilleure orientation possible des élèves. Il leur suggère le choix des cours complémentaires dans le respect de leurs goûts et en fonction de leurs besoins
- Il échange des informations avec les professeurs enseignant aux mêmes élèves
- Il noue des contacts avec des collègues enseignant d'autres instruments pour promouvoir des pratiques de musiques collectives
- Il développe des contacts avec les enseignants HEM concernés dans le cadre de son enseignement préprofessionnel.

4. Auditions et spectacles internes et inter institution

Le professeur organise des auditions, démonstrations, présentations, spectacles ou concerts.

- En lien avec l'administration, il gère le projet : élaboration (y compris le budget, cas échéant), planification et organisation, communication et présentation,
- Il collabore avec les collègues enseignants d'autres disciplines ou d'autres instruments.

5. Evaluation

Le professeur évalue continuellement le développement de ses élèves dans un but formatif.

- Il planifie l'évaluation (formative et certificative) en collaboration avec le doyen
- Il communique l'évaluation aux élèves et aux parents dans le cas d'élèves mineurs
- Il présente les élèves aux examens prévus par le plan d'études
- Il élabore le programme en respectant les exigences du plan d'études
- Il tient le passeport musique à jour
- Il fonctionne comme membre du jury en tant que professeur et comme juré musicien au moins une fois par année scolaire
- Il planifie avec l'élève de nouveaux objectifs en fonction du bilan de l'évaluation.

[Handwritten signatures and initials: JH, ROP, aen, NK, P. Roux, GK, A. Jantzen, etc.]

**CAHIER DES CHARGES DES INSTRUMENTISTES ACCOMPAGNATEURS
DE COURS DE DANSE**

Pour la commodité de la lecture, nous avons privilégié la forme épiciène des mots, le masculin désignant les deux genres.

BUT DE LA FONCTION :

Accompagner à l'instrument des cours, des spectacles, des examens de danse. Une grande importance est apportée à la qualité des prestations lors des prestations publiques, à la possibilité de pouvoir improviser, lire à vue, proposer du répertoire, arranger des partitions. Une grande souplesse autant dans le jeu instrumental que sur le plan relationnel est nécessaire pour s'adapter très vite aux élèves et aux professeurs et pour répondre rapidement aux demandes musicales du professeur de danse.

DESCRIPTION DE LA FONCTION

- Accompagner à l'instrument des cours, des spectacles, des examens de danse et des portes ouvertes.
- Assurer des prestations publiques de qualité lors des examens et spectacles.
- Aider et conseiller les professeurs de danse dans des choix musicaux.
- Préparer, rechercher, arranger, réduire et transcrire des partitions pour les cours, les examens, les spectacles.

HORAIRES ET DISPONIBILITÉ

- Accepter, raisonnablement, des modifications d'horaires inhérentes au décanat de danse : être ponctuellement disponible pour les répétitions, spectacles et examens en plus du temps horaire hebdomadaire et à d'autres heures que celles prévues en temps habituel, les soirs et week-end quand les circonstances l'exigent.
- Arriver au minimum cinq minutes avant le début du cours.

COMPETENCES REQUISES

- Savoir très bien lire à vue une partition.
- Pouvoir arranger, réduire et transcrire des partitions.
- Avoir des connaissances d'improvisation.
- Avoir des connaissances de base de la danse. Connaître la terminologie, le vocabulaire de la danse accompagnée.
- Connaître le déroulement d'un cours de danse.
- Avoir une connaissance générale du répertoire du ballet classique.
- Avoir une grande souplesse autant dans le jeu instrumental que sur le plan relationnel pour s'adapter très vite aux élèves et aux professeurs.

ORGANISATION

En dehors des cours

Activités préparatoires pour l'accompagnement de danse :

- Aider et conseiller ponctuellement les professeurs de danse dans des choix musicaux (pour les cours, les examens, les spectacles).
- Rechercher des partitions (pour cours, examens, spectacles).
- Adapter et arranger des partitions pour l'accompagnement de la danse.

Handwritten signatures and initials on the left side of the page, including 'A. Dubois', 'RDP', and 'am'.

Large handwritten signatures and initials across the bottom of the page, including 'M', 'K', 'L', 'S', 'G', 'M', 'A', 'G', 'H', 'N', 'P', 'Q', 'R', 'S', 'T', 'U', 'V', 'W', 'X', 'Y', 'Z'.

- Préparer, répéter des morceaux musicaux.
- Collaborer ponctuellement entre collègues pianistes-instrumentistes-accompagnateurs pour le choix, les échanges de partitions.

Pendant le cours :

- Etre concentré et attentif au déroulement du cours de danse.
- Pouvoir rapidement répondre aux demandes musicales du professeur de danse. Adapter son jeu (tempo, dynamique, nuances, expression) à l'exercice, chorégraphie en cours.
- Laisser au professeur de danse la responsabilité, la gestion et l'organisation de sa classe.
- S'intégrer dans une pédagogie vivante en partenariat avec le professeur de danse.

Lors des examens et des spectacles

- Etre à l'aise et jouer avec assurance lors des prestations publiques (portes ouvertes, examens, auditions, spectacles).

RESPONSABILITÉS PAR RAPPORT À L'INSTITUTION

Courtoisie, tact et discrétion sont de règle dans les relations avec l'Institution, les collègues, les élèves et leurs parents.

L'accompagnateur contribue au fonctionnement et à l'évolution de l'Institution dans les domaines suivants :

- Il assiste aux séances statutaires.
- Il traite les documents administratifs liés à la fonction dans le respect des délais.
- Il accueille des stagiaires accompagnateurs.
- Il maintient et développe son niveau de jeu personnel, ses compétences professionnelles sur le plan artistique.
- Il veille au bon usage des locaux, du matériel et des instruments utilisés dans le cadre des activités.
- Il apporte son instrument personnel si nécessaire.

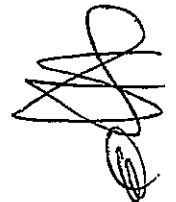
FORMATION PERSONNELLE

- Tout au long de sa carrière, l'accompagnateur se tient au courant des nouveautés artistiques liées à son poste.
- Il maintient et développe un niveau de pratique professionnelle.
- Il recherche d'autres formes de développement personnel en lien ou non avec son art.
- Il se produit en public dans la mesure du possible.
- Il participe à la formation continue élaborée par l'institution ou la CEGM.

Mars 2012
Annexe 4

RP
RDP
aa

(G1)
A. Jactans
P. Roly
NK
US
KS
G.L.
P.
am
6. L.
ce



Annexe 5

Liste des fonctions avec classe de salaire – Echelle des traitements

Personnel administratif et technique :

A titre indicatif, les écoles de l'ex-FEGM appliquent les fonctions et classes de salaire selon les tableaux ci-dessous, en concordance avec les normes de l'Etat de Genève :

Les fonctions ci-dessous s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin

FONCTION	CLASSE DE SALAIRE
Directeur	26
Directeur adjoint	23/24
Assistant de direction	14
Assistant RH	14
Secrétaire	11/12
Responsable Comptabilité/Salaires	19
Comptable	11/15
Responsable Facturation	14
Responsable communication	18
Assistant communication événements	14
Informaticien	15
Bibliothécaire	14
Assistant technique	10
Réceptionniste/Huissier	9/10
Technicien polyvalent	12
Nettoyeur	5/7

Personnel enseignant et du domaine artistique

FONCTION	CLASSE DE SALAIRE
Enseignant cours collectifs et individuels	17
Instrumentiste accompagnateur des cours de danse	14
Doyen	Voir annexe 3 Doyens

Echelle des traitements de l'Etat de Genève : voir pages 2 à 16

[Handwritten signatures and initials: JH, ROP, G1, A, P.O., Robert, G.K., etc.]



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans Heure part			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
04											
00	52 378.00	4 029.10	0.00	25.20	23.25	1.95	207.50	44.35	1.85	36.30	3 739.10
01	52 960.00	4 073.85	582.00	25.50	23.55	1.95	209.95	44.85	1.85	36.70	3 780.60
02	53 542.00	4 118.65	582.00	25.75	23.80	1.95	212.15	45.35	1.90	37.10	3 822.15
03	54 124.00	4 163.40	582.00	26.05	24.05	2.00	214.45	45.80	1.90	37.50	3 863.75
04	55 665.00	4 281.95	1 541.00	26.80	24.75	2.05	220.65	47.15	1.95	38.55	3 973.75
05	57 206.00	4 400.50	1 541.00	27.55	25.40	2.15	226.65	48.45	2.00	39.65	4 083.75
06	58 747.00	4 519.00	1 541.00	28.25	26.10	2.15	232.75	49.75	2.05	40.70	4 193.75
07	60 288.00	4 637.55	1 541.00	29.00	26.80	2.20	238.85	51.05	2.10	41.75	4 303.80
08	61 829.00	4 756.10	1 541.00	29.75	27.45	2.30	244.95	52.35	2.15	42.85	4 413.80
09	63 370.00	4 874.65	1 541.00	30.50	28.15	2.35	251.05	53.65	2.20	43.90	4 523.85
10	64 911.00	4 993.20	1 541.00	31.25	28.85	2.40	257.15	54.95	2.25	44.95	4 633.90
11	66 452.00	5 111.75	1 541.00	31.95	29.50	2.45	263.30	56.25	2.35	46.05	4 743.75
12	67 993.00	5 230.30	582.00	32.65	29.75	2.50	266.50	56.75	2.35	46.45	4 785.35
13	67 616.00	5 201.25	582.00	32.55	30.05	2.50	267.90	57.25	2.35	46.85	4 826.90
14	68 198.00	5 246.00	582.00	32.80	30.30	2.50	270.20	57.75	2.40	47.25	4 868.40
15	68 780.00	5 290.80	582.00	33.10	30.55	2.55	272.50	58.20	2.40	47.65	4 910.05
16	69 362.00	5 335.55	582.00	33.35	30.80	2.55	274.80	58.70	2.45	48.05	4 951.55
17	69 944.00	5 380.35	582.00	33.65	31.05	2.60	277.10	59.20	2.45	48.45	4 993.15
18	70 526.00	5 425.10	582.00	33.95	31.30	2.65	279.40	59.70	2.45	48.85	5 034.70
19	71 108.00	5 469.85	582.00	34.20	31.50	2.60	281.70	60.20	2.50	49.25	5 076.20
20	71 690.00	5 514.65	582.00	34.50	31.85	2.65	284.05	60.70	2.50	49.65	5 117.75
21	72 272.00	5 559.40	582.00	34.75	32.10	2.65	286.35	61.20	2.55	50.05	5 159.25
22	72 854.00	5 604.20	582.00	35.05	32.35	2.70	288.65	61.65	2.55	50.45	5 200.90

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans Heure part			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
05											
00	54 736.00	4 210.50	0.00	26.35	24.30	2.05	216.65	46.35	1.90	37.90	3 907.50
01	55 317.00	4 255.20	581.00	26.60	24.55	2.05	219.15	46.85	1.95	38.30	3 948.95
02	55 898.00	4 299.85	581.00	26.90	24.85	2.05	221.45	47.30	1.95	38.70	3 990.45
03	56 479.00	4 344.55	581.00	27.20	25.10	2.10	223.75	47.80	2.00	39.15	4 031.85
04	56 017.00	4 462.85	1 538.00	27.90	25.75	2.15	229.85	49.10	2.05	40.20	4 141.65
05	59 565.00	4 581.20	1 538.00	28.55	26.45	2.20	235.95	50.40	2.10	41.25	4 251.50
06	61 093.00	4 699.50	1 538.00	29.40	27.15	2.25	242.05	51.70	2.15	42.30	4 361.30
07	62 621.00	4 817.80	1 538.00	30.15	27.80	2.35	248.15	53.00	2.20	43.40	4 471.05
08	64 159.00	4 936.10	1 538.00	30.90	28.50	2.40	254.25	54.30	2.25	44.45	4 580.85
09	65 707.00	5 054.40	1 538.00	31.60	29.20	2.40	260.35	55.60	2.30	45.50	4 690.65
10	67 245.00	5 172.70	1 538.00	32.35	29.85	2.50	266.40	56.90	2.35	46.50	4 800.45
11	68 783.00	5 291.00	1 538.00	33.10	30.55	2.55	272.50	58.25	2.40	47.55	4 910.20
12	69 321.00	5 335.70	581.00	33.35	30.80	2.55	274.80	58.70	2.45	48.05	4 951.70
13	69 945.00	5 380.40	581.00	33.65	31.05	2.60	277.10	59.20	2.45	48.45	4 993.20
14	70 526.00	5 425.10	581.00	33.95	31.30	2.65	279.40	59.70	2.45	48.85	5 034.70
15	71 107.00	5 469.80	581.00	34.20	31.50	2.60	281.70	60.20	2.50	49.25	5 076.15
16	71 688.00	5 514.50	581.00	34.50	31.85	2.65	284.00	60.70	2.50	49.65	5 117.65
17	72 269.00	5 559.20	581.00	34.75	32.10	2.65	286.30	61.20	2.55	50.05	5 159.10
18	72 850.00	5 603.85	581.00	35.05	32.35	2.70	288.60	61.65	2.55	50.45	5 200.60
19	73 431.00	5 648.55	581.00	35.35	32.60	2.75	290.95	62.15	2.55	50.85	5 242.05
20	74 012.00	5 693.25	581.00	35.60	32.85	2.75	293.25	62.65	2.50	51.25	5 283.50
21	74 593.00	5 737.95	581.00	35.90	33.15	2.75	295.55	63.15	2.50	51.65	5 325.00
22	75 174.00	5 782.65	581.00	36.15	33.40	2.75	297.85	63.65	2.55	52.05	5 366.45

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

Handwritten signatures and initials:
 JH
 ROP
 aa
 GA
 NK
 JZ

14.12.2011
 Mars 2012
 Annexe 5

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 1 / 15

Handwritten signatures and initials:
 P. v. Rohr
 G.K. PM
 KS
 A.L.M.
 O.A.C.C.



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
06											
00	57 200.00	4 400.00	0.00	27.60	26.40	2.10	226.60	48.40	2.00	39.60	4 083.40
01	57 784.00	4 444.96	584.00	27.90	26.66	2.16	228.96	48.90	2.06	40.06	4 126.00
02	58 368.00	4 489.86	584.00	28.10	26.96	2.16	231.26	49.40	2.06	40.46	4 166.70
03	58 952.00	4 534.80	584.00	28.35	26.20	2.16	233.66	49.90	2.06	40.86	4 208.46
04	59 536.00	4 579.70	584.00	29.10	26.86	2.26	239.70	51.20	2.10	41.90	4 318.90
05	62 046.00	4 772.80	1 647.00	29.85	27.56	2.30	246.80	52.66	2.16	43.00	4 429.30
06	63 693.00	4 891.80	1 647.00	30.60	28.26	2.36	251.96	53.86	2.26	44.06	4 539.70
07	65 140.00	5 010.80	1 647.00	31.35	28.96	2.40	258.10	55.16	2.30	45.10	4 650.16
08	66 897.00	5 129.80	1 647.00	32.10	29.60	2.50	264.20	56.46	2.36	46.20	4 760.60
09	68 234.00	5 248.80	1 647.00	32.85	30.30	2.66	270.36	57.76	2.40	47.26	4 871.06
10	69 781.00	5 367.80	1 647.00	33.60	31.00	2.66	276.46	59.06	2.46	48.36	4 981.60
11	71 328.00	5 486.80	1 647.00	34.30	31.70	2.80	282.60	60.40	2.60	49.40	5 091.90
12	71 912.00	5 631.70	584.00	34.60	31.96	2.66	284.90	60.86	2.60	49.80	5 133.66
13	72 496.00	5 676.65	584.00	34.90	32.20	2.70	287.20	61.36	2.66	50.20	5 176.36
14	73 080.00	5 621.66	584.00	35.16	32.46	2.70	289.56	61.86	2.66	50.60	5 217.00
15	73 664.00	5 666.60	584.00	35.46	32.70	2.76	291.86	62.36	2.66	51.00	5 258.76
16	74 248.00	5 711.40	584.00	36.70	33.00	2.70	294.16	62.86	2.60	51.46	5 300.36
17	74 832.00	5 766.36	584.00	36.00	33.26	2.76	296.50	63.36	2.60	51.86	5 342.06
18	75 416.00	5 801.26	584.00	36.30	33.60	2.80	298.80	63.86	2.66	52.26	5 383.70
19	76 000.00	5 846.20	584.00	36.66	33.76	2.80	301.10	64.36	2.66	52.66	5 425.46
20	76 584.00	5 891.10	584.00	36.86	34.00	2.86	303.40	64.86	2.70	53.06	5 467.10
21	77 168.00	5 936.00	584.00	37.10	34.26	2.86	305.76	65.30	2.70	53.46	5 508.80
22	77 752.00	5 980.96	584.00	37.40	34.56	2.86	308.06	65.80	2.70	53.86	5 550.56

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
07											
00	59 774.00	4 598.00	0.00	28.76	26.56	2.20	236.80	50.60	2.10	41.40	4 267.10
01	60 384.00	4 644.96	610.00	29.06	26.80	2.26	239.26	51.10	2.10	41.86	4 310.66
02	60 994.00	4 691.86	610.00	29.36	27.10	2.26	241.66	51.66	2.16	42.26	4 354.16
03	61 604.00	4 738.80	610.00	29.66	27.36	2.30	244.06	52.16	2.16	42.66	4 397.80
04	63 220.00	4 863.10	1 616.00	30.40	28.10	2.30	250.46	53.60	2.20	43.80	4 513.16
05	64 836.00	4 987.40	1 616.00	31.20	28.80	2.40	256.90	54.90	2.26	44.90	4 628.46
06	66 462.00	5 111.70	1 616.00	31.96	29.50	2.46	263.30	56.26	2.36	46.06	4 743.76
07	68 088.00	5 236.00	1 616.00	32.76	30.26	2.50	269.70	57.60	2.40	47.16	4 859.16
08	69 684.00	5 360.36	1 616.00	33.66	30.96	2.60	276.10	59.00	2.46	48.26	4 974.56
09	71 300.00	5 484.66	1 616.00	34.30	31.66	2.66	282.50	60.36	2.60	49.40	5 089.90
10	72 916.00	5 608.96	1 616.00	35.10	32.40	2.70	288.90	61.70	2.66	50.60	5 205.30
11	74 532.00	5 733.26	1 616.00	35.86	33.10	2.76	295.30	63.10	2.60	51.60	5 320.66
12	76 148.00	5 780.20	610.00	36.16	33.36	2.80	297.70	63.60	2.66	52.06	5 364.20
13	76 762.00	5 827.10	610.00	36.46	33.66	2.80	300.10	64.10	2.66	52.46	5 407.80
14	76 362.00	5 874.00	610.00	36.76	33.90	2.86	302.56	64.66	2.66	52.90	5 451.26
16	76 972.00	5 920.96	610.00	37.06	34.20	2.86	304.96	65.16	2.70	53.30	5 494.86
16	77 582.00	5 967.86	610.00	37.30	34.46	2.86	307.36	65.66	2.70	53.76	5 538.40
17	78 192.00	6 014.80	610.00	37.60	34.76	2.86	309.80	66.20	2.76	54.16	5 581.90
18	78 802.00	6 061.70	610.00	37.90	35.00	2.90	312.20	66.70	2.76	54.60	5 625.46
19	79 412.00	6 108.66	610.00	38.20	35.26	2.96	314.60	67.20	2.76	55.00	5 669.10
20	80 022.00	6 155.66	610.00	38.60	35.66	2.96	317.06	67.76	2.80	55.40	5 712.66
21	80 632.00	6 202.60	610.00	38.80	36.80	3.00	319.46	68.26	2.80	55.86	5 756.16
22	81 242.00	6 249.40	610.00	39.10	36.10	3.00	321.86	68.76	2.86	56.26	5 799.70

La cotisation solidarité de 0.6% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'260 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

Page 2 / 16

Mars 2012
Annexe 5

[Handwritten signatures and initials: RDP, G1, P. P. P. P., us ANGK, etc.]



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JACQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012

Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
08											
00	62 464.00	4 804.95	0.00	30.05	27.76	2.30	247.50	62.90	2.20	43.25	4 459.10
01	63 102.00	4 854.00	638.00	30.35	28.05	2.30	250.00	63.40	2.20	43.70	4 504.70
02	63 740.00	4 903.10	638.00	30.65	28.30	2.35	252.55	63.95	2.25	44.15	4 550.20
03	64 378.00	4 952.20	638.00	31.00	28.60	2.40	255.05	64.50	2.25	44.60	4 595.80
04	65 017.00	5 002.10	1 689.00	31.30	29.35	2.45	257.75	65.95	2.30	45.75	4 716.35
05	65 656.00	5 052.00	1 689.00	31.60	29.60	2.50	259.45	66.45	2.35	46.95	4 836.90
06	66 295.00	5 101.90	1 689.00	31.90	29.85	2.55	261.15	66.95	2.45	48.10	4 957.45
07	66 934.00	5 151.85	1 689.00	32.20	30.10	2.60	262.85	67.45	2.50	49.25	5 078.00
08	67 573.00	5 201.80	1 689.00	32.50	30.35	2.70	264.55	67.95	2.55	50.45	5 198.55
09	68 212.00	5 251.70	1 689.00	32.80	30.60	2.75	266.25	68.45	2.60	51.60	5 319.10
10	68 851.00	5 301.65	1 689.00	33.10	30.85	2.80	267.95	68.95	2.65	52.80	5 439.65
11	69 490.00	5 351.60	1 689.00	33.40	31.10	2.85	269.65	69.45	2.70	53.95	5 560.20
12	70 129.00	5 401.55	638.00	33.70	31.35	2.95	271.35	69.95	2.75	54.40	5 680.75
13	70 768.00	5 451.50	638.00	34.00	31.60	2.95	273.05	70.45	2.75	54.85	5 801.30
14	71 407.00	5 501.45	638.00	34.30	31.85	2.95	274.75	70.95	2.80	55.25	5 921.85
15	72 046.00	5 551.40	638.00	34.60	32.10	3.00	276.45	71.45	2.80	55.70	6 042.40
16	72 685.00	5 601.35	638.00	34.90	32.35	3.00	278.15	71.95	2.85	56.15	6 162.95
17	73 324.00	5 651.30	638.00	35.20	32.60	3.05	279.85	72.45	2.90	56.60	6 283.50
18	73 963.00	5 701.25	638.00	35.50	32.85	3.05	281.55	72.95	2.90	57.05	6 404.05
19	74 602.00	5 751.20	638.00	35.80	33.10	3.10	283.25	73.45	2.95	57.50	6 524.60
20	75 241.00	5 801.15	638.00	36.10	33.35	3.10	284.95	73.95	2.95	57.95	6 645.15
21	75 880.00	5 851.10	638.00	36.40	33.60	3.15	286.65	74.45	2.95	58.40	6 765.70
22	76 519.00	5 901.05	638.00	36.70	33.85	3.15	288.35	74.95	2.95	58.85	6 886.25

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
09											
00	65 275.00	5 021.20	0.00	31.40	29.00	2.40	258.50	55.25	2.30	45.20	4 659.85
01	65 914.00	5 071.10	653.00	31.70	29.30	2.40	261.20	55.80	2.30	45.65	4 780.40
02	66 553.00	5 121.05	653.00	32.05	29.55	2.50	263.80	56.35	2.35	46.10	4 900.95
03	67 192.00	5 170.95	653.00	32.35	29.85	2.50	266.40	56.90	2.35	46.55	5 021.50
04	67 831.00	5 220.90	1 730.00	32.70	30.10	2.55	269.00	57.45	2.40	47.00	5 142.05
05	68 470.00	5 270.80	1 730.00	33.00	30.40	2.60	271.60	58.00	2.45	47.45	5 262.60
06	69 109.00	5 320.75	1 730.00	33.35	30.65	2.70	274.20	58.55	2.55	50.15	5 383.15
07	69 748.00	5 370.70	1 730.00	33.70	30.90	2.75	276.80	59.10	2.60	51.35	5 503.70
08	70 387.00	5 420.65	1 730.00	34.05	31.15	2.80	279.40	59.65	2.65	52.55	5 624.25
09	71 026.00	5 470.60	1 730.00	34.40	31.40	2.90	282.00	60.20	2.70	53.75	5 744.80
10	71 665.00	5 520.55	1 730.00	34.75	31.65	2.90	284.60	60.75	2.75	54.95	5 865.35
11	72 304.00	5 570.50	1 730.00	35.10	31.90	3.00	287.20	61.30	2.85	56.15	5 985.90
12	72 943.00	5 620.45	653.00	35.45	32.15	3.00	289.80	61.85	2.85	56.60	6 106.45
13	73 582.00	5 670.40	653.00	35.80	32.40	3.05	292.40	62.40	2.90	57.05	6 227.00
14	74 221.00	5 720.35	653.00	36.15	32.65	3.10	295.00	62.95	2.90	57.50	6 347.55
15	74 860.00	5 770.30	653.00	36.50	32.90	3.10	297.60	63.50	2.90	57.95	6 468.10
16	75 499.00	5 820.25	653.00	36.85	33.15	3.10	300.20	64.05	2.95	58.40	6 588.65
17	76 138.00	5 870.20	653.00	37.20	33.40	3.15	302.80	64.60	2.95	58.85	6 709.20
18	76 777.00	5 920.15	653.00	37.55	33.65	3.15	305.40	65.15	3.00	59.30	6 829.75
19	77 416.00	5 970.10	653.00	37.90	33.90	3.20	308.00	65.70	3.00	59.75	6 950.30
20	78 055.00	6 020.05	653.00	38.25	34.15	3.25	310.60	66.25	3.05	60.20	7 070.85
21	78 694.00	6 070.00	653.00	38.60	34.40	3.25	313.20	66.80	3.05	60.65	7 191.40
22	79 333.00	6 120.00	653.00	38.95	34.65	3.25	315.80	67.35	3.10	61.10	7 311.95

La cotisation solidarité de 0.6% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 25'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publiés par la chancellerie d'Etat font foi.

page 3 / 15

Mars 2012
Annexe 5

[Handwritten signatures and initials: P. P. Koller, PM, us, mgk, 15, ah, and others]



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe	Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
		Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
10												
	00	68 213.00	5 247.20	0.00	32.80	30.30	2.60	270.25	67.76	2.40	47.25	4 859.55
	01	68 896.00	5 259.70	683.00	33.15	30.60	2.55	272.95	68.30	2.40	47.70	4 918.35
	02	69 579.00	5 352.25	683.00	33.50	30.90	2.60	275.65	68.90	2.45	48.20	4 967.05
	03	70 262.00	5 404.80	683.00	33.80	31.20	2.60	278.35	69.50	2.45	48.65	5 016.85
	04	72 070.00	5 543.85	1 808.00	34.65	32.00	2.65	285.65	61.00	2.60	49.90	5 144.90
	05	73 878.00	5 682.95	1 808.00	35.55	32.80	2.75	292.70	62.65	2.60	51.15	5 273.95
	06	75 686.00	5 822.00	1 808.00	36.40	33.60	2.80	299.86	64.05	2.65	52.40	5 403.05
	07	77 494.00	5 961.10	1 808.00	37.30	34.40	2.90	307.00	65.60	2.70	53.65	5 532.15
	08	79 302.00	6 100.20	1 808.00	38.15	35.20	2.95	314.20	67.15	2.75	54.95	5 661.15
	09	81 110.00	6 239.25	1 808.00	39.00	36.00	3.00	321.35	68.65	2.85	56.20	5 790.20
	10	82 918.00	6 378.35	1 808.00	39.90	36.80	3.10	328.50	70.20	2.90	57.45	5 919.30
	11	84 726.00	6 517.40	1 808.00	40.75	37.65	3.10	335.65	71.70	2.95	58.70	6 048.40
	12	86 534.00	6 656.95	683.00	41.10	37.95	3.15	338.40	72.30	3.00	59.15	6 097.10
	13	86 092.00	6 622.50	683.00	41.40	38.25	3.15	341.10	72.85	3.00	59.65	6 145.90
	14	86 775.00	6 675.00	683.00	41.75	38.55	3.20	343.80	73.45	3.05	60.10	6 194.60
	15	87 458.00	6 727.55	683.00	42.05	38.85	3.20	346.50	74.05	3.05	60.65	6 243.40
	16	88 141.00	6 780.10	683.00	42.40	39.15	3.25	349.20	74.60	3.10	61.05	6 292.15
	17	88 824.00	6 832.65	683.00	42.75	39.45	3.30	351.90	75.20	3.10	61.60	6 340.95
	18	89 507.00	6 885.20	683.00	43.05	39.75	3.30	354.60	75.75	3.10	62.00	6 389.75
	19	90 190.00	6 937.70	683.00	43.40	40.05	3.35	357.30	76.35	3.15	62.45	6 438.45
	20	90 873.00	6 990.25	683.00	43.70	40.35	3.35	360.00	76.90	3.15	62.95	6 487.25
	21	91 556.00	7 042.80	683.00	44.05	40.65	3.40	362.75	77.50	3.20	63.40	6 536.95
	22	92 239.00	7 095.35	683.00	44.35	40.95	3.40	365.45	78.05	3.20	63.90	6 584.75

Classe	Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
		Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
11												
	00	71 283.00	5 483.35	0.00	34.30	31.65	2.65	282.40	60.35	2.50	49.40	5 088.70
	01	71 966.00	5 538.20	713.00	34.65	32.00	2.65	285.25	60.95	2.50	49.95	5 139.65
	02	72 709.00	5 593.00	713.00	35.00	32.30	2.70	288.05	61.65	2.55	50.35	5 190.50
	03	73 422.00	5 647.85	713.00	35.30	32.60	2.70	290.90	62.15	2.55	50.85	5 241.40
	04	75 311.00	5 793.20	1 889.00	36.25	33.45	2.80	298.35	63.75	2.65	52.15	5 376.30
	05	77 200.00	5 938.50	1 889.00	37.15	34.30	2.85	305.85	65.35	2.70	53.45	5 511.15
	06	79 089.00	6 083.80	1 889.00	38.05	35.10	2.95	313.35	66.95	2.75	54.80	5 645.95
	07	80 978.00	6 229.10	1 889.00	38.95	35.95	3.00	320.80	68.55	2.85	56.10	5 780.80
	08	82 867.00	6 374.40	1 889.00	39.85	36.80	3.05	328.30	70.15	2.90	57.40	5 916.65
	09	84 756.00	6 519.70	1 889.00	40.75	37.65	3.10	335.80	71.75	2.95	58.70	6 050.50
	10	86 645.00	6 665.00	1 889.00	41.70	38.50	3.20	343.25	73.35	3.00	60.00	6 185.40
	11	88 534.00	6 810.35	1 889.00	42.60	39.30	3.30	350.75	74.95	3.10	61.30	6 320.25
	12	89 247.00	6 865.20	713.00	42.95	39.65	3.30	353.60	75.55	3.10	61.80	6 371.15
	13	89 960.00	6 920.00	713.00	43.25	39.95	3.30	356.40	76.15	3.15	62.30	6 422.00
	14	90 873.00	6 974.85	713.00	43.60	40.25	3.35	359.25	76.75	3.15	62.80	6 472.90
	15	91 386.00	7 029.70	713.00	43.95	40.60	3.35	362.05	77.35	3.20	63.30	6 523.80
	16	92 099.00	7 084.55	713.00	44.30	40.90	3.40	364.90	77.95	3.20	63.80	6 574.70
	17	92 812.00	7 139.40	713.00	44.65	41.20	3.45	367.70	78.55	3.25	64.30	6 625.60
	18	93 525.00	7 194.25	713.00	45.00	41.55	3.45	370.55	79.15	3.25	64.75	6 676.55
	19	94 238.00	7 249.10	713.00	45.35	41.85	3.50	373.35	79.75	3.30	65.25	6 727.45
	20	94 951.00	7 303.95	713.00	45.65	42.15	3.50	376.20	80.35	3.30	65.75	6 778.35
	21	95 664.00	7 358.80	713.00	46.00	42.50	3.50	379.00	80.95	3.35	66.25	6 829.25
	22	96 377.00	7 413.65	713.00	46.35	42.80	3.55	381.85	81.60	3.35	66.75	6 880.10

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 4 / 15

Mars 2012
Annexe 5

MK

Handwritten signatures and initials: GP, P. P. P. P. P., CK, AN, etc.

Handwritten signature and initials on the right side of the page.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012

Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ^{ème}	13 ^{ème}	13 ^{ème}					
12											
00	74 491.00	5 730.10	0.00	35.85	33.10	2.76	295.15	63.05	2.60	51.60	5 317.70
01	76 236.00	5 787.40	745.00	36.20	33.40	2.80	298.10	63.70	2.65	52.10	5 370.85
02	76 981.00	5 844.70	745.00	36.55	33.75	2.80	301.05	64.30	2.65	52.65	5 424.05
03	76 726.00	5 902.00	745.00	36.90	34.05	2.85	304.00	64.95	2.70	53.15	5 477.20
04	78 701.00	6 053.95	1 975.00	37.85	34.95	2.90	311.80	66.60	2.75	54.50	5 618.30
05	80 676.00	6 206.85	1 975.00	38.80	35.85	2.95	319.65	68.30	2.80	55.90	5 759.20
06	82 651.00	6 357.80	1 975.00	39.75	36.70	3.05	327.45	69.95	2.90	57.25	5 900.25
07	84 626.00	6 509.70	1 975.00	40.70	37.60	3.10	335.25	71.65	2.95	58.60	6 041.25
08	86 601.00	6 661.65	1 975.00	41.65	38.45	3.20	343.10	73.30	3.00	60.00	6 182.25
09	88 576.00	6 813.55	1 975.00	42.60	39.35	3.25	350.90	74.95	3.10	61.35	6 323.25
10	90 551.00	6 965.50	1 975.00	43.55	40.20	3.35	358.75	76.65	3.15	62.70	6 464.25
11	92 526.00	7 117.40	1 975.00	44.50	41.10	3.40	366.55	78.30	3.25	64.10	6 605.20
12	93 271.00	7 174.70	745.00	44.85	41.40	3.45	369.50	78.95	3.25	64.60	6 658.40
13	94 016.00	7 232.00	745.00	45.20	41.75	3.45	372.45	79.60	3.30	65.10	6 711.55
14	94 761.00	7 289.35	745.00	45.60	42.10	3.50	375.45	80.20	3.30	65.65	6 764.75
15	95 506.00	7 346.65	745.00	45.95	42.40	3.55	378.40	80.85	3.35	66.15	6 817.90
16	96 251.00	7 403.95	745.00	46.30	42.75	3.65	381.35	81.45	3.35	66.65	6 871.15
17	96 996.00	7 461.25	745.00	46.65	43.05	3.60	384.30	82.10	3.40	67.20	6 924.25
18	97 741.00	7 518.55	745.00	47.00	43.40	3.60	387.25	82.75	3.40	67.70	6 977.45
19	98 486.00	7 575.85	745.00	47.35	43.75	3.60	390.20	83.35	3.45	68.20	7 030.65
20	99 231.00	7 633.20	745.00	47.75	44.05	3.70	393.15	84.00	3.45	68.70	7 083.90
21	99 976.00	7 690.50	745.00	48.10	44.40	3.70	396.10	84.60	3.50	69.25	7 137.05
22	100 721.00	7 747.80	745.00	48.45	44.70	3.75	399.05	85.25	3.50	69.75	7 190.25

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ^{ème}	13 ^{ème}	13 ^{ème}					
13											
00	77 844.00	5 988.00	0.00	37.45	34.55	2.90	308.40	65.90	2.70	53.90	5 557.10
01	78 623.00	6 047.95	779.00	37.80	34.90	2.90	311.50	66.55	2.75	54.45	5 612.70
02	79 402.00	6 107.85	779.00	38.20	35.25	2.95	314.60	67.20	2.75	55.00	5 668.30
03	80 181.00	6 167.80	779.00	38.55	35.60	2.95	317.65	67.85	2.80	55.55	5 723.95
04	82 244.00	6 325.50	2 063.00	39.55	36.50	3.05	325.85	69.60	2.85	56.95	5 871.25
05	84 307.00	6 485.20	2 063.00	40.55	37.45	3.10	334.00	71.35	2.95	58.40	6 018.50
06	86 370.00	6 643.85	2 063.00	41.55	38.35	3.20	342.20	73.10	3.00	59.90	6 165.75
07	88 433.00	6 802.55	2 063.00	42.55	39.25	3.30	350.35	74.85	3.10	61.25	6 313.00
08	90 496.00	6 961.25	2 063.00	43.55	40.20	3.35	358.55	76.60	3.15	62.70	6 460.25
09	92 559.00	7 119.95	2 063.00	44.50	41.10	3.40	366.70	78.35	3.25	64.10	6 607.55
10	94 622.00	7 278.65	2 063.00	45.50	42.00	3.50	374.90	80.10	3.30	65.55	6 754.80
11	96 685.00	7 437.35	2 063.00	46.50	42.95	3.55	383.05	81.85	3.35	66.95	6 902.15
12	97 464.00	7 497.25	779.00	46.90	43.30	3.60	386.15	82.50	3.40	67.50	6 957.70
13	98 243.00	7 557.20	779.00	47.25	43.60	3.65	389.20	83.15	3.45	68.05	7 013.35
14	99 022.00	7 617.10	779.00	47.65	43.95	3.70	392.30	83.80	3.45	68.60	7 068.95
15	99 801.00	7 677.00	779.00	48.00	44.30	3.70	395.40	84.45	3.50	69.10	7 124.55
16	100 580.00	7 736.95	779.00	48.40	44.65	3.75	398.50	85.15	3.50	69.65	7 180.15
17	101 359.00	7 796.85	779.00	48.75	45.00	3.75	401.55	85.80	3.55	70.20	7 235.75
18	102 138.00	7 856.80	779.00	49.15	45.35	3.80	404.65	86.45	3.55	70.75	7 291.40
19	102 917.00	7 916.70	779.00	49.50	45.70	3.80	407.75	87.10	3.60	71.30	7 346.95
20	103 696.00	7 976.65	779.00	49.90	46.05	3.85	410.80	87.75	3.60	71.80	7 402.70
21	104 475.00	8 036.55	779.00	50.25	46.40	3.85	413.90	88.45	3.65	72.35	7 458.20
22	105 254.00	8 096.50	779.00	50.65	46.75	3.90	417.00	89.10	3.65	72.90	7 513.85

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011 G11

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 5 / 15

Mars 2012
Annexe 5

NK

[Handwritten signatures and initials: P. Roder, G. P. M., Ah, etc.]

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012

Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	12 ^{ème}	13 ^{ème}	Heure part					
14							5.16 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2 ^{ème} pilier
00	81 347.00	6 267.60	0.00	39.15	36.15	3.00	322.30	65.85	2.85	56.35	6 807.15
01	82 161.00	6 320.10	814.00	39.55	36.50	3.05	325.50	69.55	2.85	56.90	6 865.30
02	82 975.00	6 382.70	814.00	39.90	36.85	3.05	328.75	70.25	2.90	57.45	6 923.35
03	83 789.00	6 445.35	814.00	40.30	37.20	3.10	331.95	70.90	2.95	58.05	6 981.50
04	85 945.00	6 611.20	2 156.00	41.35	38.15	3.20	340.50	72.75	3.00	59.55	6 135.40
05	88 101.00	6 777.00	2 156.00	42.40	39.10	3.30	349.05	74.55	3.05	61.00	6 289.35
06	90 257.00	6 942.85	2 156.00	43.40	40.10	3.30	357.60	76.40	3.15	62.50	6 443.20
07	92 413.00	7 108.70	2 156.00	44.45	41.05	3.40	366.10	78.20	3.20	64.00	6 597.20
08	94 569.00	7 274.55	2 156.00	45.50	42.00	3.50	374.65	80.05	3.30	65.50	6 751.05
09	96 725.00	7 440.40	2 156.00	46.55	42.95	3.50	383.20	81.85	3.35	67.00	6 905.00
10	98 881.00	7 606.25	2 156.00	47.55	43.90	3.55	391.75	83.70	3.45	68.50	7 058.85
11	101 037.00	7 772.10	2 156.00	48.60	44.85	3.75	400.30	85.50	3.50	69.95	7 212.85
12	101 851.00	7 834.70	814.00	49.00	45.25	3.75	403.50	85.20	3.55	70.55	7 270.90
13	102 665.00	7 897.35	814.00	49.40	45.60	3.80	406.75	85.90	3.60	71.10	7 329.00
14	103 479.00	7 959.95	814.00	49.75	45.95	3.80	409.95	87.60	3.60	71.65	7 387.15
15	104 293.00	8 022.55	814.00	50.15	46.30	3.85	413.20	88.25	3.65	72.25	7 445.20
16	105 107.00	8 085.20	814.00	50.55	46.65	3.90	416.40	88.95	3.65	72.80	7 503.40
17	105 921.00	8 147.80	814.00	50.95	47.05	3.90	419.65	89.65	3.70	73.35	7 561.45
18	106 735.00	8 210.40	814.00	51.35	47.40	3.95	422.85	90.35	3.70	73.90	7 619.50
19	107 549.00	8 273.00	814.00	51.75	47.75	4.00	426.10	91.05	3.75	74.50	7 677.60
20	108 363.00	8 335.65	814.00	52.10	48.10	4.00	429.30	91.70	3.80	75.05	7 735.80
21	109 177.00	8 398.25	814.00	52.50	48.50	4.00	432.55	92.40	3.80	75.60	7 793.90
22	109 991.00	8 460.85	814.00	52.90	48.85	4.05	435.75	93.10	3.85	76.15	7 852.00

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ^{ème}	13 ^{ème}	Heure part					
15							5.16 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2 ^{ème} pilier
00	85 008.00	6 539.10	0.00	40.90	37.75	3.15	336.80	71.95	2.95	59.90	6 068.50
01	85 859.00	6 604.65	851.00	41.30	38.15	3.15	340.15	72.70	3.00	59.45	6 129.25
02	86 710.00	6 670.00	851.00	41.70	38.50	3.20	343.55	73.40	3.05	60.05	6 189.95
03	87 561.00	6 735.50	851.00	42.10	38.90	3.20	346.90	74.10	3.05	60.65	6 250.80
04	89 814.00	6 908.80	2 253.00	43.20	39.90	3.30	355.85	76.00	3.15	62.20	6 411.50
05	92 067.00	7 082.10	2 253.00	44.30	40.90	3.40	364.75	77.95	3.20	63.75	6 572.45
06	94 320.00	7 255.40	2 253.00	45.35	41.90	3.45	373.70	79.85	3.30	65.30	6 733.25
07	96 573.00	7 428.70	2 253.00	46.45	42.90	3.55	382.60	81.75	3.35	66.90	6 894.10
08	98 825.00	7 602.00	2 253.00	47.55	43.90	3.55	391.55	83.65	3.45	68.45	7 054.90
09	101 079.00	7 775.35	2 253.00	48.60	44.90	3.70	400.45	85.55	3.50	70.00	7 215.85
10	103 332.00	7 948.65	2 253.00	49.70	45.90	3.80	409.40	87.45	3.60	71.55	7 376.55
11	105 585.00	8 121.95	2 253.00	50.80	46.90	3.90	418.30	89.35	3.70	73.10	7 537.50
12	106 436.00	8 187.40	851.00	51.20	47.25	3.95	421.70	90.10	3.70	73.70	7 598.20
13	107 287.00	8 252.85	851.00	51.60	47.65	3.95	425.05	90.80	3.75	74.30	7 658.95
14	108 138.00	8 318.35	851.00	52.00	48.00	4.00	428.40	91.55	3.75	74.90	7 719.75
15	108 989.00	8 383.80	851.00	52.40	48.40	4.00	431.80	92.25	3.80	75.50	7 780.45
16	109 840.00	8 449.25	851.00	52.85	48.75	4.10	435.15	92.95	3.85	76.05	7 841.25
17	110 691.00	8 514.70	851.00	53.25	49.15	4.10	438.55	93.70	3.85	76.65	7 901.95
18	111 542.00	8 580.20	851.00	53.65	49.55	4.10	441.90	94.40	3.90	77.25	7 962.75
19	112 393.00	8 645.65	851.00	54.05	49.90	4.15	445.30	95.15	3.90	77.85	8 023.45
20	113 244.00	8 711.10	851.00	54.45	50.30	4.15	448.65	95.85	3.95	78.40	8 084.25
21	114 095.00	8 776.55	851.00	54.90	50.65	4.25	452.00	96.55	3.95	79.00	8 145.05
22	114 946.00	8 842.00	851.00	55.30	51.05	4.25	455.40	97.30	4.00	79.60	8 205.70

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 25'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 6 / 16

Mars 2012
Annexe 5

NK

[Handwritten signatures and initials]



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans Heure part			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
16											
00	88 834.00	6 833.40	0.00	42.75	39.45	3.30	361.95	76.20	3.10	61.55	6 341.60
01	89 723.00	6 901.80	889.00	43.15	39.85	3.30	365.45	76.95	3.15	62.15	6 405.10
02	90 612.00	6 970.20	889.00	43.60	40.25	3.35	369.00	76.70	3.15	62.75	6 468.60
03	91 501.00	7 038.55	889.00	44.00	40.65	3.35	362.50	77.45	3.20	63.35	6 532.05
04	93 856.00	7 219.70	2 355.00	45.15	41.70	3.45	371.85	79.45	3.25	65.00	6 700.15
05	95 211.00	7 400.85	2 355.00	46.30	42.70	3.50	381.15	81.45	3.35	66.65	6 868.25
06	98 566.00	7 682.00	2 355.00	47.40	43.75	3.65	390.50	83.45	3.45	68.25	7 036.35
07	100 921.00	7 783.20	2 355.00	48.55	44.80	3.75	399.85	85.40	3.50	69.90	7 204.55
08	103 276.00	7 944.35	2 355.00	49.70	45.85	3.85	409.15	87.40	3.60	71.50	7 372.70
09	105 631.00	8 125.50	2 355.00	50.80	46.90	3.90	418.50	89.40	3.70	73.15	7 540.75
10	107 986.00	8 306.65	2 355.00	51.95	47.95	4.00	427.80	91.40	3.75	74.80	7 708.90
11	110 341.00	8 487.80	2 355.00	53.05	49.00	4.05	437.15	93.40	3.85	76.40	7 877.00
12	111 230.00	8 556.20	889.00	53.50	49.40	4.10	440.65	94.15	3.90	77.05	7 940.45
13	112 119.00	8 624.55	889.00	53.95	49.80	4.15	444.20	94.90	3.90	77.65	8 003.90
14	113 008.00	8 692.95	889.00	54.35	50.20	4.15	447.70	95.65	3.95	78.25	8 067.40
15	113 897.00	8 761.35	889.00	54.80	50.55	4.25	451.25	96.40	3.95	78.90	8 130.85
16	114 786.00	8 829.70	889.00	55.20	50.95	4.25	454.75	97.15	4.00	79.50	8 194.30
17	115 675.00	8 898.10	889.00	55.65	51.35	4.30	458.30	97.90	4.05	80.10	8 257.75
18	116 564.00	8 966.50	889.00	56.05	51.75	4.30	461.80	98.65	4.05	80.70	8 321.30
19	117 453.00	9 034.85	889.00	56.50	52.15	4.35	465.30	99.40	4.10	81.35	8 384.70
20	118 342.00	9 103.25	889.00	56.90	52.55	4.35	468.85	100.15	4.10	81.95	8 448.20
21	119 231.00	9 171.65	889.00	57.35	52.95	4.40	472.35	100.90	4.15	82.55	8 511.70
22	120 120.00	9 240.00	889.00	57.75	53.35	4.40	475.90	101.65	4.20	83.20	8 575.05

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans Heure part			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
17											
00	92 832.00	7 140.95	0.00	44.85	41.20	3.65	367.80	78.60	3.25	64.90	6 627.00
01	93 761.00	7 212.40	929.00	45.10	41.55	3.65	371.45	79.35	3.25	64.95	6 693.40
02	94 690.00	7 283.85	929.00	45.55	42.05	3.60	375.15	80.15	3.30	65.60	6 759.85
03	96 619.00	7 355.35	929.00	46.00	42.45	3.55	378.85	80.95	3.35	66.20	6 826.00
04	98 508.00	7 544.65	2 461.00	47.20	43.55	3.65	388.55	83.00	3.40	67.95	7 001.75
05	100 541.00	7 733.95	2 461.00	48.35	44.65	3.70	398.30	85.10	3.50	69.65	7 177.40
06	103 002.00	7 923.25	2 461.00	49.55	45.75	3.80	408.05	87.20	3.60	71.35	7 353.05
07	105 463.00	8 112.55	2 461.00	50.75	46.85	3.90	417.80	89.25	3.70	73.05	7 528.75
08	107 924.00	8 301.85	2 461.00	51.90	47.90	4.00	427.55	91.35	3.75	74.75	7 704.45
09	110 385.00	8 491.20	2 461.00	53.10	49.00	4.10	437.30	93.45	3.85	76.45	7 880.15
10	112 846.00	8 680.50	2 461.00	54.30	50.10	4.20	447.05	95.50	3.95	78.15	8 055.85
11	115 307.00	8 869.80	2 461.00	55.45	51.20	4.25	456.80	97.60	4.00	79.85	8 231.55
12	116 236.00	8 941.25	929.00	55.90	51.60	4.30	460.50	98.40	4.05	80.50	8 297.80
13	117 165.00	9 012.70	929.00	56.35	52.00	4.35	464.20	99.15	4.10	81.15	8 364.10
14	118 094.00	9 084.20	929.00	56.80	52.45	4.35	467.85	99.95	4.10	81.80	8 430.50
15	119 023.00	9 155.65	929.00	57.25	52.85	4.40	471.55	100.75	4.15	82.45	8 496.75
16	119 952.00	9 227.10	929.00	57.70	53.25	4.45	475.20	101.60	4.20	83.05	8 563.15
17	120 881.00	9 298.55	929.00	58.15	53.65	4.50	478.90	102.30	4.20	83.70	8 629.45
18	121 810.00	9 370.00	929.00	58.60	54.10	4.50	482.60	103.10	4.25	84.35	8 695.70
19	122 739.00	9 441.50	929.00	59.05	54.50	4.55	486.25	103.90	4.25	85.00	8 762.10
20	123 668.00	9 512.95	929.00	59.50	54.90	4.60	489.95	104.65	4.30	85.65	8 828.40
21	124 597.00	9 584.40	929.00	59.95	55.30	4.65	493.60	105.45	4.35	86.30	8 894.70
22	125 526.00	9 655.85	929.00	60.35	55.75	4.60	497.30	106.25	4.35	86.95	8 961.00

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 25'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

Page 7 / 15

Mars 2012
Annexe 5

Handwritten signatures and initials: ROP, G1, etc.

Handwritten signature: NK

Large handwritten signatures and initials covering the bottom half of the page, including names like H. Kour, G. K. P. M., etc.



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
18											
00	97 010.00	7 462.35	0.00	46.65	43.10	3.65	384.35	82.10	3.40	67.20	6 925.30
01	97 981.00	7 537.00	971.00	47.15	43.60	3.65	388.20	82.95	3.40	67.55	6 994.60
02	98 852.00	7 611.70	971.00	47.60	43.95	3.65	392.05	83.75	3.45	68.55	7 063.90
03	99 923.00	7 686.40	971.00	48.05	44.35	3.70	395.85	84.60	3.50	69.20	7 133.25
04	102 494.00	7 884.20	2 571.00	49.30	45.50	3.80	406.05	85.75	3.55	71.00	7 318.85
05	105 065.00	8 081.95	2 571.00	50.55	46.65	3.90	416.25	86.95	3.65	72.75	7 500.35
06	107 636.00	8 279.70	2 571.00	51.75	47.80	3.95	426.45	88.10	3.75	74.55	7 683.85
07	110 207.00	8 477.50	2 571.00	53.00	48.95	4.05	436.60	89.30	3.85	76.30	7 867.45
08	112 778.00	8 675.25	2 571.00	54.25	50.05	4.20	446.80	90.45	3.95	78.10	8 050.95
09	115 349.00	8 873.00	2 571.00	55.50	51.20	4.30	457.00	91.65	4.00	79.90	8 234.45
10	117 920.00	9 070.80	2 571.00	56.70	52.35	4.35	467.15	92.80	4.10	81.65	8 418.10
11	120 491.00	9 268.65	2 571.00	57.95	53.50	4.45	477.35	94.00	4.20	83.45	8 601.65
12	123 062.00	9 466.50	2 571.00	59.20	54.65	4.45	487.50	95.20	4.25	84.10	8 785.20
13	125 633.00	9 664.35	2 571.00	60.45	55.80	4.55	497.70	96.40	4.30	85.45	8 968.75
14	128 204.00	9 862.20	2 571.00	61.70	56.95	4.60	507.90	97.60	4.35	86.80	9 152.30
15	130 775.00	10 060.05	2 571.00	62.95	58.10	4.65	518.10	98.80	4.40	88.15	9 335.85
16	133 346.00	10 257.90	2 571.00	64.20	59.25	4.70	528.30	100.00	4.45	89.50	9 519.40
17	135 917.00	10 455.75	2 571.00	65.45	60.40	4.75	538.50	101.20	4.50	90.85	9 702.95
18	138 488.00	10 653.60	2 571.00	66.70	61.55	4.80	548.70	102.40	4.55	92.20	9 886.50
19	141 059.00	10 851.45	2 571.00	67.95	62.70	4.85	558.90	103.60	4.60	93.55	10 070.05
20	143 630.00	11 049.30	2 571.00	69.20	63.85	4.90	569.10	104.80	4.65	94.90	10 253.60
21	146 201.00	11 247.15	2 571.00	70.45	65.00	4.95	579.30	106.00	4.70	96.25	10 437.15
22	148 772.00	11 445.00	2 571.00	71.70	66.15	5.00	589.50	107.20	4.75	97.60	10 620.70

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
19											
00	101 376.00	7 798.20	0.00	48.75	46.00	3.75	401.65	85.80	3.65	70.20	7 237.00
01	102 390.00	7 875.20	1 014.00	49.25	46.45	3.80	405.65	86.65	3.65	70.90	7 309.45
02	103 404.00	7 952.20	1 014.00	49.75	46.90	3.85	409.65	87.50	3.65	71.60	7 381.90
03	104 418.00	8 029.20	1 014.00	50.25	47.35	3.90	413.70	88.40	3.65	72.30	7 454.35
04	107 105.00	8 238.85	2 687.00	51.50	47.65	3.95	424.35	90.65	3.75	74.15	7 645.95
05	109 792.00	8 448.50	2 687.00	52.80	48.75	4.05	434.95	92.95	3.85	76.05	7 837.55
06	112 479.00	8 658.25	2 687.00	54.10	49.95	4.15	445.60	95.20	3.90	77.90	8 029.15
07	115 166.00	8 868.00	2 687.00	55.40	51.15	4.25	456.25	97.45	4.00	79.75	8 220.75
08	117 853.00	9 077.75	2 687.00	56.70	52.35	4.35	466.90	99.70	4.10	81.60	8 412.35
09	120 540.00	9 287.50	2 687.00	58.00	53.50	4.50	477.55	102.00	4.20	83.50	8 603.95
10	123 227.00	9 497.25	2 687.00	59.25	54.70	4.55	488.20	104.30	4.30	85.35	8 795.55
11	125 914.00	9 707.00	2 687.00	60.55	55.90	4.65	498.85	106.65	4.40	87.20	8 987.15
12	128 601.00	9 916.75	2 687.00	61.80	57.10	4.70	509.50	109.00	4.45	89.05	9 178.75
13	131 288.00	10 126.50	2 687.00	63.10	58.30	4.75	520.15	111.35	4.50	90.90	9 370.35
14	133 975.00	10 336.25	2 687.00	64.40	59.50	4.80	530.80	113.70	4.55	92.75	9 561.95
15	136 662.00	10 546.00	2 687.00	65.70	60.70	4.85	541.45	116.05	4.60	94.60	9 753.55
16	139 349.00	10 755.75	2 687.00	67.00	61.90	4.90	552.10	118.40	4.65	96.45	9 945.15
17	142 036.00	10 965.50	2 687.00	68.30	63.10	4.95	562.75	120.75	4.70	98.30	10 136.75
18	144 723.00	11 175.25	2 687.00	69.60	64.30	5.00	573.40	123.10	4.75	100.15	10 328.35
19	147 410.00	11 385.00	2 687.00	70.90	65.50	5.05	584.05	125.45	4.80	102.00	10 519.95
20	150 097.00	11 594.75	2 687.00	72.20	66.70	5.10	594.70	127.80	4.85	103.85	10 711.55
21	152 784.00	11 804.50	2 687.00	73.50	67.90	5.15	605.35	130.15	4.90	105.70	10 903.15
22	155 471.00	12 014.25	2 687.00	74.80	69.10	5.20	616.00	132.50	4.95	107.55	11 094.75

La cotisation solidarité de 0.6% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'600 CHF et 25'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 8 / 15

RDP
GD
NK

Mars 2012
Annexe 5

[Handwritten signatures and initials]

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.	Heure sans	Heure part	AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ^{ème}	13 ^{ème}	13 ^{ème}	5.15 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2 ^{ème} pilier
20											
00	105 938.00	8 149.10	0.00	50.95	47.05	3.90	419.70	89.65	3.70	73.35	7 562.70
01	106 998.00	8 230.66	1 060.00	51.45	47.50	3.95	423.90	90.65	3.75	74.10	7 638.35
02	108 058.00	8 312.20	1 060.00	52.00	48.00	4.00	428.10	91.45	3.75	74.85	7 714.95
03	109 118.00	8 393.70	1 060.00	52.60	48.45	4.05	432.30	92.35	3.80	75.65	7 789.70
04	111 926.00	8 609.70	2 808.00	53.85	49.70	4.15	443.40	94.75	3.90	77.50	7 990.15
05	114 734.00	8 825.70	2 808.00	55.20	50.95	4.25	454.55	97.10	4.00	79.45	8 190.60
06	117 542.00	9 041.70	2 808.00	55.55	52.20	4.35	465.65	99.50	4.10	81.40	8 391.05
07	120 350.00	9 257.70	2 808.00	57.90	53.45	4.45	476.80	101.85	4.20	83.35	8 591.50
08	123 158.00	9 473.70	2 808.00	59.25	54.70	4.55	487.90	104.25	4.30	85.30	8 791.95
09	126 966.00	9 689.70	2 808.00	60.60	55.95	4.65	499.05	106.60	4.40	87.25	8 992.40
10	128 774.00	9 905.70	2 808.00	61.95	57.15	4.80	510.15	109.00	4.50	89.20	9 192.85
11	131 582.00	10 121.70	2 808.00	63.30	58.40	4.90	521.30	111.35	4.60	91.10	9 393.35
12	132 642.00	10 203.25	1 060.00	63.80	58.90	4.90	525.50	112.25	4.60	91.85	9 469.05
13	133 702.00	10 284.80	1 060.00	64.30	59.35	4.95	529.70	113.15	4.65	92.60	9 544.70
14	134 762.00	10 366.35	1 060.00	64.80	59.85	4.95	533.90	114.05	4.70	93.30	9 620.40
15	135 822.00	10 447.85	1 060.00	65.30	60.30	5.00	538.10	114.95	4.75	94.05	9 696.00
16	136 882.00	10 529.40	1 060.00	65.85	60.75	5.10	542.30	115.65	4.75	94.50	9 772.20
17	137 942.00	10 610.95	1 060.00	66.35	61.25	5.10	546.50	116.10	4.80	94.50	9 849.05
18	139 002.00	10 692.50	1 060.00	66.85	61.70	5.15	550.70	116.60	4.85	94.50	9 925.95
19	140 062.00	10 774.00	1 060.00	67.35	62.20	5.15	554.90	116.90	4.85	94.50	10 002.85
20	141 122.00	10 855.55	1 060.00	67.85	62.65	5.20	559.10	117.30	4.90	94.50	10 079.75
21	142 182.00	10 937.10	1 060.00	68.40	63.10	5.30	563.30	117.70	4.95	94.50	10 156.65
22	143 242.00	11 018.65	1 060.00	68.90	63.60	5.30	567.50	118.10	5.00	94.50	10 233.55

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.	Heure sans	Heure part	AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ^{ème}	13 ^{ème}	13 ^{ème}	5.15 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2 ^{ème} pilier
21											
00	110 706.00	8 516.85	0.00	53.25	49.15	4.10	438.80	93.70	3.85	76.65	7 933.05
01	111 814.00	8 601.10	1 108.00	53.80	49.65	4.15	443.00	94.65	3.90	77.45	7 992.10
02	112 922.00	8 686.35	1 108.00	54.30	50.15	4.15	447.35	95.65	3.95	78.20	8 051.30
03	114 030.00	8 771.55	1 108.00	54.85	50.65	4.20	451.75	96.50	3.95	78.95	8 110.40
04	116 364.00	8 997.25	2 934.00	56.25	51.95	4.30	463.40	99.00	4.05	81.00	8 349.80
05	119 898.00	9 222.95	2 934.00	57.65	53.25	4.40	475.00	101.50	4.20	83.05	8 569.20
06	122 832.00	9 448.65	2 934.00	59.10	54.65	4.65	486.65	103.95	4.30	85.05	8 768.70
07	125 766.00	9 674.35	2 934.00	60.50	55.85	4.65	498.25	106.45	4.40	87.10	8 978.15
08	128 700.00	9 900.00	2 934.00	61.90	57.15	4.75	509.85	108.90	4.50	89.10	9 187.65
09	131 634.00	10 125.70	2 934.00	63.30	58.45	4.85	521.50	111.40	4.60	91.15	9 397.05
10	134 568.00	10 351.40	2 934.00	64.70	59.75	4.95	533.10	113.90	4.70	93.20	9 606.50
11	137 502.00	10 577.10	2 934.00	66.15	61.05	5.10	544.75	116.90	4.80	94.50	9 817.15
12	138 610.00	10 662.35	1 108.00	66.65	61.55	5.10	549.15	116.35	4.80	94.50	9 897.55
13	139 718.00	10 747.55	1 108.00	67.20	62.05	5.15	553.50	116.75	4.85	94.50	9 977.95
14	140 826.00	10 832.80	1 108.00	67.75	62.50	5.25	557.90	117.20	4.90	94.50	10 058.30
15	141 934.00	10 918.00	1 108.00	68.25	63.00	5.25	562.30	117.60	4.95	94.50	10 138.65
16	143 042.00	11 003.25	1 108.00	68.80	63.50	5.30	566.70	118.05	5.00	94.50	10 219.00
17	144 150.00	11 088.50	1 108.00	69.35	64.00	5.35	571.10	118.45	5.00	94.50	10 299.45
18	145 258.00	11 173.70	1 108.00	69.85	64.50	5.35	575.45	118.90	5.05	94.50	10 379.80
19	146 366.00	11 258.95	1 108.00	70.40	65.00	5.40	579.85	119.30	5.10	94.50	10 460.20
20	147 474.00	11 344.20	1 108.00	70.95	65.45	5.50	584.25	119.75	5.15	94.50	10 540.55
21	148 582.00	11 429.40	1 108.00	71.45	65.95	5.50	588.65	120.15	5.15	94.50	10 620.95
22	149 690.00	11 514.65	1 108.00	72.00	66.45	5.55	593.05	120.60	5.20	94.50	10 701.30

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'600 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 9 / 15

Mars 2012
Annexe 5

NK

KS

[Handwritten signatures and initials]

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0,00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	12 ème	12 ème					
22											
00	115 688.00	8 899.10	0.00	56.65	61.35	4.30	468.35	97.90	4.05	80.10	8 258.70
01	116 845.00	8 988.70	1 157.00	56.20	61.90	4.30	462.90	98.90	4.05	80.90	8 341.35
02	118 002.00	9 077.10	1 157.00	56.75	62.40	4.35	467.50	99.85	4.10	81.70	8 423.95
03	119 159.00	9 166.10	1 157.00	57.30	62.90	4.40	472.10	100.85	4.15	82.50	8 506.50
04	122 225.00	9 401.95	3 066.00	58.80	64.25	4.55	484.25	103.45	4.25	84.65	8 726.35
05	125 291.00	9 637.80	3 066.00	60.25	65.65	4.60	496.35	106.05	4.35	86.75	8 944.30
06	128 357.00	9 873.65	3 066.00	61.75	67.00	4.75	508.50	108.65	4.45	88.90	9 163.15
07	131 423.00	10 109.50	3 066.00	63.20	68.35	4.85	520.65	111.25	4.55	91.00	9 382.05
08	134 489.00	10 345.35	3 066.00	64.70	69.70	5.00	532.80	113.85	4.70	93.15	9 600.90
09	137 555.00	10 581.20	3 066.00	66.15	71.05	5.10	544.95	116.45	4.80	94.50	9 821.00
10	140 621.00	10 817.00	3 066.00	67.65	72.45	5.20	557.10	117.10	4.90	94.50	10 043.40
11	143 687.00	11 052.85	3 066.00	69.10	73.80	5.30	569.25	118.30	5.00	94.50	10 265.80
12	144 844.00	11 141.85	1 157.00	69.65	74.30	5.35	573.85	118.75	5.05	94.50	10 349.70
13	146 001.00	11 230.85	1 157.00	70.20	74.80	5.40	578.40	119.20	5.10	94.50	10 433.65
14	147 158.00	11 319.85	1 157.00	70.75	75.35	5.40	583.00	119.60	5.10	94.50	10 517.65
15	148 315.00	11 408.85	1 157.00	71.35	75.85	5.50	587.60	120.05	5.15	94.50	10 601.65
16	149 472.00	11 497.85	1 157.00	71.90	76.35	5.55	592.15	120.50	5.20	94.50	10 685.60
17	150 629.00	11 586.85	1 157.00	72.45	76.85	5.60	596.75	120.95	5.25	94.50	10 769.60
18	151 786.00	11 675.85	1 157.00	73.00	77.40	5.60	601.35	121.40	5.30	94.50	10 853.30
19	152 943.00	11 764.85	1 157.00	73.55	77.90	5.65	605.90	121.85	5.30	94.50	10 937.30
20	154 100.00	11 853.85	1 157.00	74.10	78.40	5.70	610.50	122.30	5.35	94.50	11 021.20
21	155 257.00	11 942.85	1 157.00	74.65	78.95	5.70	615.10	122.75	5.40	94.50	11 105.10
22	156 414.00	12 031.85	1 157.00	75.20	79.45	5.75	619.65	123.20	5.45	94.50	11 189.05

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
23											
00	120 894.00	9 299.55	0.00	58.15	63.70	4.45	478.95	102.30	4.20	83.70	8 630.40
01	122 103.00	9 392.55	1 209.00	58.75	64.20	4.55	483.75	103.35	4.25	84.55	8 716.65
02	123 312.00	9 485.55	1 209.00	59.30	64.75	4.55	488.55	104.35	4.30	85.40	8 802.95
03	124 521.00	9 578.55	1 209.00	59.90	65.30	4.60	493.30	105.40	4.35	86.25	8 889.25
04	127 725.00	9 826.00	3 204.00	61.45	66.70	4.75	505.00	108.10	4.45	88.45	9 118.00
05	130 929.00	10 071.50	3 204.00	62.95	68.15	4.80	518.70	110.80	4.55	90.65	9 346.80
06	134 133.00	10 317.85	3 204.00	64.50	69.55	4.95	531.40	113.50	4.65	92.90	9 575.60
07	137 337.00	10 564.40	3 204.00	66.05	70.95	5.10	544.10	116.85	4.80	94.50	9 805.15
08	140 541.00	10 810.85	3 204.00	67.60	72.40	5.20	556.80	117.10	4.90	94.50	10 037.65
09	143 745.00	11 057.35	3 204.00	69.15	73.80	5.35	569.50	118.30	5.00	94.50	10 270.05
10	146 949.00	11 303.80	3 204.00	70.65	75.25	5.40	582.15	119.55	5.10	94.50	10 502.50
11	150 153.00	11 550.25	3 204.00	72.20	76.65	5.55	594.85	120.80	5.20	94.50	10 734.90
12	151 357.00	11 643.25	1 209.00	72.80	77.20	5.60	599.65	121.25	5.25	94.50	10 822.60
13	152 561.00	11 736.25	1 209.00	73.40	77.75	5.65	604.45	121.70	5.30	94.50	10 910.30
14	153 765.00	11 829.25	1 209.00	73.95	78.25	5.70	609.25	122.15	5.35	94.50	10 998.00
15	154 969.00	11 922.25	1 209.00	74.55	78.80	5.75	614.05	122.65	5.40	94.50	11 086.70
16	156 173.00	12 015.25	1 209.00	75.10	79.35	5.75	618.85	123.10	5.45	94.50	11 173.40
17	157 377.00	12 108.25	1 209.00	75.70	79.90	5.80	623.65	123.65	5.45	94.50	11 261.15
18	158 581.00	12 201.25	1 209.00	76.30	70.40	5.90	628.40	124.05	5.50	94.50	11 348.80
19	159 785.00	12 294.25	1 209.00	76.85	70.95	5.90	633.20	124.60	5.55	94.50	11 436.60
20	161 034.00	12 387.25	1 209.00	77.45	71.50	5.95	637.95	124.95	5.60	94.50	11 524.25
21	162 243.00	12 480.25	1 209.00	78.05	72.05	6.00	642.75	125.45	5.65	94.50	11 611.90
22	163 452.00	12 573.25	1 209.00	78.60	72.65	6.05	647.55	125.90	5.70	94.50	11 699.60

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'600 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 10 / 15

Mars 2012
Annexe 5

[Handwritten signatures and initials: ROP, Aea, NK, KS, P. v. Koller, Ah, GK, An, us, etc.]

11



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012

Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.	Heure sans	Heure part	AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème	5.15 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2ème pilier
24											
00	126 336.00	9 718.10	0.00	60.75	55.10	4.66	500.60	106.90	4.40	87.60	9 018.80
01	127 699.00	9 815.35	1 264.00	61.35	56.65	4.70	505.60	108.00	4.46	88.35	9 109.05
02	128 863.00	9 912.65	1 264.00	62.00	57.20	4.80	510.50	109.05	4.50	89.25	9 199.25
03	130 127.00	10 009.80	1 264.00	62.60	57.75	4.85	515.55	110.15	4.55	90.10	9 289.45
04	133 476.00	10 267.35	3 348.00	64.20	59.25	4.95	528.80	112.95	4.65	92.45	9 528.60
05	136 823.00	10 524.85	3 348.00	65.80	60.75	5.05	542.05	116.65	4.75	94.60	9 767.90
06	140 171.00	10 782.40	3 348.00	67.40	62.25	5.15	555.30	116.95	4.90	94.60	10 010.75
07	143 519.00	11 039.95	3 348.00	69.00	63.70	5.30	568.60	118.20	5.00	94.60	10 253.65
08	146 867.00	11 297.50	3 348.00	70.65	65.20	5.45	581.85	119.60	5.10	94.60	10 496.65
09	150 215.00	11 555.00	3 348.00	72.25	66.70	5.55	595.10	120.80	5.20	94.60	10 739.40
10	153 563.00	11 812.65	3 348.00	73.85	68.15	5.70	608.35	122.10	5.35	94.60	10 982.25
11	156 911.00	12 070.10	3 348.00	75.45	69.65	5.80	621.60	123.40	5.45	94.60	11 225.10
12	160 259.00	12 327.65	1 264.00	77.05	70.20	5.85	626.65	123.85	5.50	94.60	11 316.85
13	163 607.00	12 585.20	1 264.00	78.65	70.80	5.90	631.65	124.35	5.55	94.60	11 408.60
14	166 955.00	12 842.75	1 264.00	79.90	71.35	5.95	636.65	124.85	5.60	94.60	11 500.35
15	170 303.00	13 100.30	1 264.00	81.20	71.90	6.00	641.65	125.30	5.65	94.60	11 592.10
16	173 651.00	13 357.85	1 264.00	82.50	72.45	6.05	646.65	125.80	5.70	94.60	11 683.85
17	177 000.00	13 615.40	1 264.00	83.80	73.00	6.05	651.70	126.30	5.70	94.60	11 775.60
18	180 348.00	13 872.95	1 264.00	85.10	73.60	6.10	656.70	126.80	5.75	94.60	11 867.35
19	183 696.00	14 130.50	1 264.00	86.40	74.15	6.15	661.70	127.25	5.80	94.60	11 959.10
20	187 044.00	14 388.05	1 264.00	87.70	74.70	6.20	666.70	127.75	5.85	94.60	12 050.85
21	190 392.00	14 645.60	1 264.00	89.00	75.25	6.30	671.70	128.25	5.90	94.60	12 142.60
22	193 740.00	14 903.15	1 264.00	90.30	75.85	6.30	676.70	128.70	5.95	94.60	12 234.35

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.	Heure sans	Heure part	AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème	5.15 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2ème pilier
25											
00	132 021.00	10 166.50	0.00	63.60	58.60	4.90	523.05	111.75	4.60	91.40	9 424.70
01	133 342.00	10 267.10	1 321.00	64.15	59.20	4.95	528.25	112.95	4.65	92.35	9 619.00
02	134 663.00	10 368.70	1 321.00	64.75	59.80	4.95	533.50	113.95	4.70	93.25	9 813.30
03	135 984.00	10 470.35	1 321.00	65.40	60.35	5.05	538.75	115.10	4.75	94.15	9 970.60
04	139 483.00	10 729.50	3 499.00	67.10	61.95	5.15	552.60	116.65	4.85	94.60	9 960.90
05	142 982.00	10 988.65	3 499.00	68.75	63.50	5.25	566.45	118.00	4.95	94.60	10 214.75
06	146 481.00	11 247.80	3 499.00	70.45	65.05	5.40	580.30	119.35	5.10	94.60	10 468.65
07	149 980.00	11 506.95	3 499.00	72.15	66.60	5.55	594.20	120.70	5.20	94.60	10 722.55
08	153 479.00	11 766.10	3 499.00	73.80	68.15	5.65	608.05	122.05	5.35	94.60	10 976.45
09	156 978.00	12 025.25	3 499.00	75.50	69.70	5.80	621.90	123.40	5.45	94.60	11 230.30
10	160 477.00	12 284.40	3 499.00	77.20	71.25	5.95	635.75	124.75	5.60	94.60	11 484.20
11	163 976.00	12 543.55	3 499.00	78.85	72.80	6.05	649.60	126.10	5.70	94.60	11 738.10
12	167 475.00	12 802.70	1 321.00	79.50	73.40	6.10	663.45	126.60	5.75	94.60	11 992.00
13	170 974.00	13 061.85	1 321.00	80.15	73.95	6.20	668.30	127.10	5.80	94.60	12 245.90
14	174 473.00	13 321.00	1 321.00	80.80	74.55	6.20	673.15	127.60	5.85	94.60	12 500.80
15	177 972.00	13 580.15	1 321.00	81.45	75.15	6.25	678.00	128.10	5.90	94.60	12 755.70
16	181 471.00	13 839.30	1 321.00	82.10	75.75	6.30	682.85	128.65	5.95	94.60	13 010.60
17	184 970.00	14 098.45	1 321.00	82.75	76.35	6.35	687.70	129.15	6.00	94.60	13 265.50
18	188 469.00	14 357.60	1 321.00	83.40	76.95	6.40	692.55	129.65	6.00	94.60	13 520.40
19	191 968.00	14 616.75	1 321.00	84.05	77.55	6.45	697.40	130.15	6.05	94.60	13 775.30
20	195 467.00	14 875.90	1 321.00	84.70	78.15	6.55	702.25	130.65	6.10	94.60	14 030.20
21	198 966.00	15 135.05	1 321.00	85.35	78.75	6.65	707.10	131.15	6.15	94.60	14 285.10
22	202 465.00	15 394.20	1 321.00	86.00	79.35	6.65	711.95	131.70	6.20	94.60	14 540.00

La cotisation solidarité de 0.6% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 11 / 16

Handwritten signatures and initials:
RDP
AAN
MK
KS

Mars 2012
Annexe 5

Large handwritten signatures and initials covering the bottom half of the page, including names like P. v. Roder, G. K., and others.



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAQUES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.	Heure sans	Heure part	AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème	5.15 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2ème pilier
26											
00	137 982.00	10 612.60	0.00	66.35	61.26	6.10	646.65	116.10	4.80	94.60	9 860.66
01	139 342.00	10 718.66	1 380.00	67.00	61.85	6.15	662.05	116.60	4.85	94.60	9 860.66
02	140 722.00	10 824.80	1 380.00	67.70	62.60	6.20	667.80	117.15	4.90	94.60	10 060.76
03	142 102.00	10 930.96	1 380.00	68.35	63.10	6.25	662.95	117.70	4.95	94.60	10 160.86
04	145 768.00	11 212.20	3 656.00	70.10	64.70	6.40	677.45	119.10	5.05	94.60	10 416.10
05	149 414.00	11 493.40	3 656.00	71.86	66.35	6.50	691.95	120.50	5.20	94.60	10 681.25
06	153 070.00	11 774.66	3 656.00	73.60	67.85	6.65	606.40	121.90	5.30	94.60	10 946.66
07	156 726.00	12 056.86	3 656.00	75.36	69.60	6.75	620.90	123.30	5.45	94.60	11 211.70
08	159 382.00	12 337.10	3 656.00	77.15	71.20	6.95	635.40	124.70	5.60	94.60	11 476.90
09	164 038.00	12 618.35	3 656.00	78.90	72.80	7.10	649.85	126.10	5.70	94.60	11 742.20
10	167 694.00	12 899.65	3 656.00	80.65	74.45	7.20	664.35	127.50	5.85	94.60	12 007.36
11	171 350.00	13 180.80	3 656.00	82.40	76.05	7.35	678.85	128.95	5.95	94.60	12 272.65
12	172 730.00	13 286.96	1 380.00	83.05	76.70	7.35	684.30	129.45	6.00	94.60	12 372.70
13	174 110.00	13 393.10	1 380.00	83.75	77.30	7.45	689.75	130.00	6.05	94.60	12 472.80
14	175 490.00	13 499.25	1 380.00	84.40	77.90	7.50	695.25	130.50	6.10	94.60	12 572.90
15	176 870.00	13 605.40	1 380.00	85.05	78.50	7.55	700.70	131.05	6.15	94.60	12 673.00
16	178 250.00	13 711.55	1 380.00	85.70	79.15	7.65	706.15	131.60	6.20	94.60	12 773.10
17	179 630.00	13 817.70	1 380.00	86.40	79.75	7.65	711.65	132.10	6.25	94.60	12 873.20
18	181 010.00	13 923.85	1 380.00	87.05	80.35	7.70	717.10	132.65	6.30	94.60	12 973.30
19	182 390.00	14 030.00	1 380.00	87.70	80.95	7.75	722.55	133.15	6.35	94.60	13 073.45
20	183 770.00	14 136.20	1 380.00	88.40	81.60	7.80	728.05	133.70	6.40	94.60	13 173.55
21	185 150.00	14 242.35	1 380.00	89.05	82.20	7.85	733.50	134.25	6.45	94.60	13 273.66
22	186 530.00	14 348.50	1 380.00	89.70	82.80	7.90	738.95	134.75	6.50	94.60	13 373.80

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.	Heure sans	Heure part	AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème	5.15 %	1.10 %	0.045 %	0.90 %	2ème pilier
27											
00	144 171.00	11 090.10	0.00	69.35	64.00	6.35	671.15	118.50	6.00	94.60	10 300.96
01	145 619.00	11 201.00	1 442.00	70.05	64.65	6.40	676.90	119.05	6.05	94.60	10 406.60
02	147 066.00	11 311.95	1 442.00	70.70	65.30	6.40	682.60	119.60	6.10	94.60	10 510.16
03	148 497.00	11 422.85	1 442.00	71.40	65.95	6.45	688.30	120.15	6.15	94.60	10 614.76
04	152 318.00	11 716.80	3 821.00	73.25	67.60	6.65	603.45	121.60	6.30	94.60	10 891.96
05	156 139.00	12 010.70	3 821.00	75.10	69.30	6.80	618.50	123.10	6.45	94.60	11 169.06
06	159 960.00	12 304.65	3 821.00	76.95	71.00	6.95	633.70	124.55	6.55	94.60	11 446.35
07	163 781.00	12 598.55	3 821.00	78.75	72.70	7.05	648.85	126.00	6.70	94.60	11 723.50
08	167 602.00	12 892.50	3 821.00	80.60	74.40	7.20	664.00	127.50	6.85	94.60	12 000.65
09	171 423.00	13 186.40	3 821.00	82.45	76.10	7.35	679.10	129.05	6.95	94.60	12 277.90
10	175 244.00	13 480.35	3 821.00	84.30	77.80	7.50	694.25	130.55	7.10	94.60	12 555.05
11	179 065.00	13 774.25	3 821.00	86.10	79.50	7.60	709.40	132.10	7.25	94.60	12 832.25
12	180 607.00	13 885.20	1 442.00	86.80	80.15	7.65	715.10	132.65	7.25	94.60	12 936.90
13	181 949.00	13 996.10	1 442.00	87.50	80.75	7.75	720.80	133.20	7.30	94.60	13 041.60
14	183 391.00	14 107.00	1 442.00	88.20	81.40	7.80	726.55	133.75	7.35	94.60	13 146.05
15	184 833.00	14 217.95	1 442.00	88.90	82.05	7.85	732.25	134.30	7.40	94.60	13 250.70
16	186 275.00	14 328.85	1 442.00	89.60	82.70	7.90	737.95	134.85	7.45	94.60	13 355.30
17	187 717.00	14 439.80	1 442.00	90.25	83.35	7.95	743.65	135.40	7.50	94.60	13 459.95
18	189 159.00	14 550.70	1 442.00	90.95	83.95	8.00	749.40	135.95	7.55	94.60	13 564.45
19	190 601.00	14 661.65	1 442.00	91.65	84.60	8.05	755.10	136.50	7.60	94.60	13 668.10
20	192 043.00	14 772.55	1 442.00	92.35	85.25	8.10	760.80	137.05	7.65	94.60	13 773.70
21	193 485.00	14 883.50	1 442.00	93.05	85.90	8.15	766.55	137.60	7.70	94.60	13 878.30
22	194 927.00	14 994.40	1 442.00	93.75	86.55	8.20	772.25	138.15	7.75	94.60	13 982.90

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 12 / 15

Mars 2012
Annexe 5

[Handwritten signatures and initials: ROP, NK, KS, and various other names]

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	12 ème	13 ème					
28											
00	160 689.00	11 689.20	0.00	72.46	66.90	6.56	696.85	120.95	6.26	94.50	10 771.65
01	162 166.00	11 705.10	1 507.00	73.20	67.56	6.65	602.85	121.56	6.30	94.50	10 880.90
02	163 673.00	11 821.00	1 507.00	73.90	68.20	6.70	608.80	122.16	6.35	94.50	10 990.20
03	165 180.00	11 936.95	1 507.00	74.65	68.90	6.76	614.80	122.70	6.40	94.50	11 099.55
04	167 173.00	12 244.10	3 993.00	76.65	70.66	6.90	630.60	124.26	6.55	94.50	11 389.20
05	163 166.00	12 551.25	3 993.00	78.46	72.46	6.00	646.40	125.80	6.65	94.50	11 678.90
06	167 169.00	12 868.40	3 993.00	80.40	74.20	6.20	662.25	127.30	6.80	94.50	11 968.55
07	171 162.00	13 166.55	3 993.00	82.30	76.00	6.30	678.05	128.85	6.95	94.50	12 258.20
08	175 146.00	13 472.70	3 993.00	84.25	77.76	6.60	693.85	130.40	6.10	94.50	12 547.85
09	179 138.00	13 778.85	3 993.00	86.16	79.50	6.65	709.70	131.90	6.26	94.50	12 837.60
10	183 131.00	14 087.00	3 993.00	88.05	81.30	6.75	725.50	133.45	6.35	94.50	13 127.20
11	187 124.00	14 394.20	3 993.00	90.00	83.06	6.95	741.35	135.00	6.50	94.50	13 416.85
12	188 631.00	14 510.10	1 607.00	90.70	83.76	6.95	747.30	135.60	6.65	94.50	13 626.16
13	190 138.00	14 626.00	1 607.00	91.46	84.40	7.05	753.25	136.15	6.60	94.50	13 636.60
14	191 645.00	14 741.95	1 607.00	92.16	85.06	7.10	759.25	136.75	6.66	94.50	13 744.80
15	193 162.00	14 867.85	1 607.00	92.90	85.75	7.15	765.20	137.30	6.70	94.50	13 854.15
16	194 669.00	14 973.80	1 607.00	93.60	86.40	7.20	771.20	137.90	6.76	94.50	13 963.45
17	196 166.00	15 089.70	1 607.00	94.36	87.10	7.25	777.15	138.46	6.80	94.50	14 072.80
18	197 673.00	15 205.65	1 607.00	95.05	87.76	7.30	783.10	139.06	6.86	94.50	14 182.15
19	199 180.00	15 321.55	1 607.00	95.80	88.40	7.40	789.10	139.65	6.90	94.50	14 291.40
20	200 687.00	15 437.50	1 607.00	96.50	89.10	7.40	795.05	140.20	6.96	94.50	14 400.80
21	202 194.00	15 553.40	1 607.00	97.25	89.76	7.50	801.05	140.80	7.00	94.50	14 510.05
22	203 701.00	15 669.35	1 607.00	97.95	90.40	7.55	807.00	141.35	7.10	94.50	14 619.40

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
29											
00	167 439.00	12 110.70	0.00	75.70	69.90	6.80	823.75	123.60	6.45	94.50	11 263.40
01	169 014.00	12 231.85	1 675.00	76.45	70.60	6.85	829.95	124.20	6.65	94.50	11 377.65
02	160 589.00	12 353.00	1 675.00	77.26	71.30	6.95	836.20	124.80	6.60	94.50	11 491.90
03	162 164.00	12 474.20	1 675.00	78.00	72.00	6.00	842.45	125.40	6.66	94.50	11 606.20
04	166 337.00	12 795.20	4 173.00	80.00	73.86	6.18	859.00	127.00	6.80	94.50	11 908.90
05	170 510.00	13 116.20	4 173.00	82.00	75.70	6.30	875.60	128.60	6.96	94.50	12 211.66
06	174 683.00	13 437.20	4 173.00	84.00	77.56	6.45	892.05	130.20	6.06	94.50	12 514.40
07	178 866.00	13 758.20	4 173.00	86.00	79.40	6.60	908.65	131.80	6.20	94.50	12 817.15
08	183 029.00	14 079.20	4 173.00	88.00	81.26	6.76	925.10	133.40	6.36	94.50	13 119.85
09	187 202.00	14 400.20	4 173.00	90.05	83.10	6.95	941.65	135.05	6.50	94.50	13 422.60
10	191 376.00	14 721.20	4 173.00	92.05	84.96	7.10	958.15	136.65	6.66	94.50	13 725.25
11	195 548.00	15 042.20	4 173.00	94.05	86.80	7.25	974.70	138.25	6.80	94.50	14 027.95
12	197 123.00	15 163.35	1 675.00	94.80	87.50	7.30	980.95	138.85	6.86	94.50	14 142.20
13	198 698.00	15 284.50	1 675.00	95.55	88.20	7.35	987.20	139.45	6.90	94.50	14 256.45
14	200 273.00	15 405.65	1 675.00	96.30	88.90	7.40	993.40	140.05	6.96	94.50	14 370.75
15	201 848.00	15 526.80	1 675.00	97.05	89.60	7.45	999.65	140.65	7.00	94.50	14 485.00
16	203 423.00	15 647.95	1 675.00	97.80	90.30	7.50	1005.90	141.25	7.06	94.50	14 599.25
17	204 998.00	15 769.10	1 675.00	98.60	91.00	7.60	1012.15	141.85	7.10	94.50	14 713.50
18	206 573.00	15 890.25	1 675.00	99.35	91.70	7.65	1018.35	142.40	7.20	94.50	14 827.70
19	208 148.00	16 011.40	1 675.00	100.10	92.40	7.70	1024.60	143.00	7.25	94.50	14 941.95
20	209 723.00	16 132.55	1 675.00	100.85	93.10	7.75	1030.85	143.60	7.30	94.50	15 056.20
21	211 298.00	16 253.70	1 675.00	101.60	93.80	7.80	1037.10	144.20	7.35	94.50	15 170.45
22	212 873.00	16 374.85	1 675.00	102.35	94.50	7.85	1043.35	144.80	7.40	94.50	15 284.70

La cotisation solidarité de 0.5% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'600 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 13 / 16

RDP
aen

Mars 2012
Annexe 5

Handwritten signatures and initials including 'Ks', 'P. P. Roder', 'Alm', 'Anus', and others.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans Heure part			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
30											
00	164 624.00	12 666.70	0.00	79.10	73.05	6.05	661.80	126.30	6.70	94.60	11 777.40
01	166 170.00	12 782.35	1 646.00	79.90	73.75	6.16	669.30	126.95	6.80	94.60	11 896.80
02	167 816.00	12 908.95	1 646.00	80.70	74.50	6.20	664.85	127.65	6.85	94.60	12 016.20
03	169 462.00	13 036.55	1 646.00	81.50	75.25	6.25	671.35	128.20	6.90	94.60	12 195.60
04	173 822.00	13 370.95	4 360.00	83.60	77.15	6.45	688.65	129.90	6.05	94.60	12 461.86
05	178 182.00	13 706.35	4 360.00	85.70	79.10	6.60	706.90	131.65	6.20	94.60	12 768.20
06	182 642.00	14 041.70	4 360.00	87.80	81.05	6.75	723.15	133.25	6.35	94.60	13 084.46
07	186 902.00	14 377.10	4 360.00	89.90	82.95	6.95	740.45	134.90	6.50	94.60	13 400.75
08	191 262.00	14 712.60	4 360.00	92.00	84.90	7.10	757.70	136.60	6.65	94.60	13 717.06
09	195 622.00	15 047.85	4 360.00	94.05	86.85	7.20	775.00	138.25	6.80	94.60	14 033.39
10	199 982.00	15 383.25	4 360.00	96.15	88.75	7.40	792.25	139.95	6.95	94.60	14 349.60
11	204 342.00	15 718.65	4 360.00	98.25	90.70	7.55	809.55	141.60	7.10	94.60	14 666.90
12	208 702.00	16 054.05	4 360.00	100.35	92.65	7.70	826.85	143.25	7.25	94.60	14 984.20
13	207 634.00	15 971.85	1 646.00	95.85	92.15	7.70	822.60	142.90	7.20	94.60	14 904.65
14	209 280.00	16 098.65	1 646.00	100.65	92.90	7.75	829.10	143.60	7.25	94.60	15 024.15
15	210 926.00	16 225.40	1 646.00	101.45	93.65	7.80	835.60	144.15	7.35	94.60	15 143.60
16	212 672.00	16 351.70	1 646.00	102.20	94.35	7.85	842.15	144.80	7.40	94.60	15 262.85
17	214 418.00	16 478.35	1 646.00	103.00	95.10	7.90	848.65	145.40	7.45	94.60	15 382.35
18	216 164.00	16 604.95	1 646.00	103.80	95.80	8.00	855.20	146.05	7.50	94.60	15 501.70
19	217 910.00	16 731.55	1 646.00	104.60	96.55	8.05	861.70	146.70	7.55	94.60	15 621.10
20	219 656.00	16 858.20	1 646.00	105.40	97.30	8.10	868.20	147.30	7.60	94.60	15 740.60
21	220 902.00	16 984.80	1 646.00	106.20	98.00	8.20	874.75	147.95	7.65	94.60	15 860.15
22	222 448.00	17 111.40	1 646.00	106.95	98.75	8.20	881.25	148.60	7.75	94.60	15 979.30

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c. Heure sans Heure part			AVS 5.15 %	Chômage 1.10 %	Maternité 0.045 %	Accident 0.90 %	Net hors 2ème pilier
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
31											
00	171 928.00	13 226.25	0.00	82.70	76.30	6.40	681.15	129.15	6.00	94.60	12 314.46
01	173 648.00	13 367.65	1 720.00	83.50	77.10	6.40	687.95	129.80	6.05	94.60	12 439.25
02	175 368.00	13 489.95	1 720.00	84.35	77.85	6.50	694.75	130.45	6.10	94.60	12 564.05
03	177 088.00	13 622.20	1 720.00	85.16	78.60	6.55	701.55	131.15	6.15	94.60	12 688.85
04	181 645.00	13 972.70	4 567.00	87.35	80.65	6.70	719.60	132.90	6.30	94.60	13 019.40
05	186 202.00	14 323.25	4 567.00	89.65	82.65	6.90	737.65	134.65	6.45	94.60	13 360.00
06	190 769.00	14 673.80	4 567.00	91.75	84.70	7.05	755.75	136.40	6.65	94.60	13 680.80
07	195 316.00	15 024.35	4 567.00	93.95	86.70	7.25	773.80	138.15	6.80	94.60	14 011.10
08	199 873.00	15 374.85	4 567.00	96.10	88.75	7.35	791.85	139.90	6.95	94.60	14 341.65
09	204 430.00	15 725.40	4 567.00	98.30	90.75	7.55	809.90	141.65	7.10	94.60	14 672.25
10	208 987.00	16 076.95	4 567.00	100.60	92.75	7.75	827.95	143.40	7.25	94.60	15 002.85
11	213 544.00	16 428.50	4 567.00	102.70	94.80	7.90	846.00	145.15	7.40	94.60	15 333.45
12	216 264.00	16 568.80	1 720.00	103.50	95.55	7.95	852.80	145.80	7.50	94.60	15 458.20
13	216 984.00	16 691.10	1 720.00	104.35	96.30	8.05	859.60	146.50	7.55	94.60	15 582.95
14	218 704.00	16 823.40	1 720.00	105.16	97.10	8.05	866.45	147.15	7.60	94.60	15 707.70
15	220 424.00	16 956.70	1 720.00	106.00	97.85	8.15	873.25	147.80	7.65	94.60	15 832.50
16	222 144.00	17 089.00	1 720.00	106.80	98.60	8.20	880.05	148.45	7.70	94.60	15 957.30
17	223 864.00	17 220.35	1 720.00	107.65	99.35	8.30	886.85	149.15	7.75	94.60	16 082.10
18	225 584.00	17 352.65	1 720.00	108.50	100.15	8.35	893.70	149.80	7.85	94.60	16 206.80
19	227 304.00	17 484.95	1 720.00	109.30	100.90	8.40	900.50	150.45	7.90	94.60	16 331.60
20	229 024.00	17 617.25	1 720.00	110.15	101.65	8.50	907.30	151.10	7.95	94.60	16 456.40
21	230 744.00	17 749.55	1 720.00	110.95	102.45	8.50	914.15	151.75	8.00	94.60	16 581.15
22	232 464.00	17 881.85	1 720.00	111.80	103.20	8.60	920.95	152.45	8.05	94.60	16 705.90

La cotisation solidarité de 0.6% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

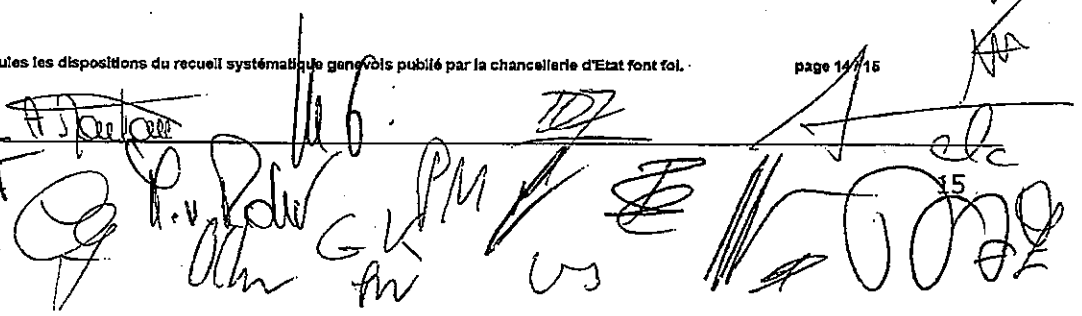
14.12.2011

Seules les dispositions du recueil systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 14/15

Mars 2012
Annexe 5

NK KS



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Office du personnel de l'Etat

Echelle des traitements 2012

Valable dès le 01.01.2012
Indexation de 0.00 %

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
32											
00	179 666.00	13 820.40	0.00	86.40	79.75	6.65	711.80	132.15	6.25	94.50	12 875.70
01	181 462.00	13 958.65	1 797.00	87.25	80.55	6.70	718.90	132.80	6.30	94.50	13 006.15
02	183 259.00	14 096.86	1 797.00	88.15	81.35	6.80	726.00	133.50	6.35	94.50	13 136.50
03	185 056.00	14 235.10	1 797.00	89.00	82.15	6.85	733.15	134.20	6.45	94.50	13 266.80
04	189 818.00	14 601.40	4 782.00	91.30	84.25	7.05	752.00	136.05	6.60	94.50	13 612.25
05	194 680.00	14 957.70	4 762.00	93.55	86.40	7.15	770.85	137.85	6.75	94.50	13 957.75
06	199 342.00	15 334.00	4 762.00	95.85	88.50	7.35	789.75	139.70	6.85	94.50	14 303.10
07	204 104.00	15 700.35	4 762.00	98.15	90.60	7.55	808.60	141.55	7.10	94.50	14 648.60
08	208 866.00	16 086.65	4 762.00	100.45	92.70	7.75	827.45	143.35	7.25	94.50	14 994.10
09	213 628.00	16 432.95	4 762.00	102.75	94.85	7.90	846.30	145.20	7.40	94.50	15 339.55
10	218 390.00	16 799.25	4 762.00	105.00	96.95	8.05	865.20	147.00	7.60	94.50	15 684.95
11	223 152.00	17 165.55	4 762.00	107.30	99.05	8.25	884.05	148.85	7.75	94.50	16 030.40
12	224 949.00	17 303.80	1 797.00	108.15	99.85	8.30	891.15	149.55	7.80	94.50	16 160.80
13	226 746.00	17 442.00	1 797.00	109.05	100.65	8.40	898.30	150.25	7.85	94.50	16 291.10
14	228 543.00	17 580.25	1 797.00	109.90	101.45	8.45	905.40	150.95	7.95	94.50	16 421.45
16	230 340.00	17 718.50	1 797.00	110.75	102.25	8.60	912.55	151.65	8.00	94.50	16 551.85
16	232 137.00	17 856.70	1 797.00	111.65	103.05	8.60	919.65	152.30	8.05	94.50	16 682.20
17	233 934.00	17 994.95	1 797.00	112.60	103.85	8.65	926.75	153.00	8.10	94.50	16 812.60
18	236 731.00	18 133.20	1 797.00	113.55	104.65	8.70	933.90	153.70	8.20	94.50	16 942.90
19	237 528.00	18 271.40	1 797.00	114.20	105.45	8.75	941.00	154.40	8.25	94.50	17 073.25
20	239 325.00	18 409.65	1 797.00	115.10	106.25	8.85	948.10	155.05	8.30	94.50	17 203.70
21	241 122.00	18 547.95	1 797.00	115.95	107.05	8.90	955.25	155.75	8.35	94.50	17 334.00
22	242 919.00	18 686.10	1 797.00	116.80	107.85	8.95	962.35	156.45	8.45	94.50	17 464.35

Classe Niveau	Traitement			Heure y.c.			AVS	Chômage	Maternité	Accident	Net hors
	Annuel	Mensuel	Annuité	13 ème	13 ème	13 ème					
33											
00	187 760.00	14 442.35	0.00	90.30	83.35	6.95	749.80	135.25	6.50	94.50	13 462.30
01	189 628.00	14 586.80	1 878.00	91.20	84.20	7.00	751.25	135.95	6.60	94.50	13 593.50
02	191 506.00	14 731.25	1 878.00	92.10	85.00	7.10	759.70	136.70	6.65	94.50	13 734.70
03	193 384.00	14 875.70	1 878.00	93.00	85.85	7.15	766.10	137.40	6.70	94.50	13 871.00
04	198 360.00	15 258.50	4 976.00	95.40	88.05	7.35	786.85	139.30	6.90	94.50	14 231.95
05	203 336.00	15 641.25	4 976.00	97.80	90.25	7.55	805.55	141.25	7.05	94.50	14 592.90
06	208 312.00	16 024.00	4 976.00	100.15	92.45	7.70	825.25	143.15	7.25	94.50	14 953.85
07	213 288.00	16 406.80	4 976.00	102.65	94.70	7.85	845.00	145.05	7.40	94.50	15 314.85
08	218 264.00	16 789.65	4 976.00	104.95	96.90	8.05	864.70	146.95	7.60	94.50	15 675.80
09	223 240.00	17 172.35	4 976.00	107.35	99.10	8.25	884.40	148.90	7.75	94.50	16 036.80
10	228 216.00	17 555.10	4 976.00	109.75	101.30	8.45	904.10	150.80	7.90	94.50	16 397.80
11	233 192.00	17 937.85	4 976.00	112.15	103.50	8.65	923.80	152.70	8.10	94.50	16 758.75
12	235 070.00	18 082.35	1 878.00	113.05	104.35	8.70	931.25	153.45	8.15	94.50	16 895.00
13	236 948.00	18 226.80	1 878.00	113.95	105.20	8.75	938.70	154.15	8.25	94.50	17 031.20
14	238 826.00	18 371.25	1 878.00	114.85	106.00	8.85	946.15	154.90	8.30	94.50	17 167.40
16	240 704.00	18 515.70	1 878.00	115.75	106.85	8.90	953.60	155.60	8.35	94.50	17 303.65
16	242 582.00	18 660.20	1 878.00	116.65	107.70	8.95	961.05	156.35	8.40	94.50	17 439.90
17	244 460.00	18 804.65	1 878.00	117.55	108.50	9.05	968.45	157.05	8.50	94.50	17 576.15
18	246 338.00	18 949.10	1 878.00	118.45	109.35	9.10	975.90	157.75	8.55	94.50	17 712.40
19	248 216.00	19 093.55	1 878.00	119.35	110.20	9.15	983.35	158.50	8.60	94.50	17 848.60
20	250 094.00	19 238.00	1 878.00	120.25	111.00	9.25	990.80	159.20	8.70	94.50	17 984.80
21	251 972.00	19 382.50	1 878.00	121.15	111.85	9.30	998.20	159.95	8.75	94.50	18 121.10
22	253 850.00	19 526.95	1 878.00	122.05	112.70	9.35	1 005.65	160.65	8.80	94.50	18 257.35

La cotisation solidarité de 0.8% est prise en compte dans la colonne 'Chômage' pour les traitements mensuels compris entre 10'500 CHF et 26'250 CHF

14.12.2011

Seules les dispositions du rouell systématique genevois publié par la chancellerie d'Etat font foi.

page 15 / 15

Mars 2012
Annexe 5

Handwritten signatures and initials: JH, ROP, aa, NK, KS, An, GK, etc.

Large handwritten signatures and initials covering the bottom half of the page, including names like 'An', 'GK', 'OP', '16', etc.

Annexe 6

Contrat de travail type pour employés occasionnels

Pour exemples :

Contrats de travail types du CPMDT	pages 2 à 7
Contrat de travail type de l'IJD	page 8
Tablette des salaires ex-FEGM	page 9

Définition

Un employé occasionnel est un professeur, un pianiste ou musicien accompagnateur, ou un artiste engagé ponctuellement pour un remplacement ou une prestation ponctuelle. Son salaire est défini par l'école qui l'engage en fonction de la mission qui lui est confiée.

Exemple 1



CONVENTION

Entre le **CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE DANSE ET THEATRE (CPMDT) DE GENEVE**

36, bd Saint-Georges – 1205 Genève, Tél. : 022 329 67 22 - Fax : 022 705 14 24,
représenté par Monsieur Peter MINTEN Directeur.

Et

désigné(e) ci-après **Le(a) collaborateur(trice)**

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

1. **Le(a) collaborateur(trice)** est mandaté(e) par le CPMDT pour la prestation(s) suivant(s) :

Descriptif de la prestation :

Date de la prestation :

Lieu : selon accord/entente

Date des répétitions : selon accord/entente
accord/entente

Raccords : selon

2. **Le cachet brut total - forfait pour cette prestation** (répétition générale, concert, préparatifs indispensables au bon fonctionnement) est fixé à la somme de : CHF --.

3. Le CPMDT s'engage à déployer ses meilleurs efforts aux fins de réaliser la promotion du concert. La promotion du concert est entièrement à sa charge. Le CPMDT fera son possible pour assurer les conditions de sa réalisation optimale (salle, matériel, technique, encadrement, etc.) sur la bas d'un budget présenté et validé par le CPMDT.

4. Le CPMDT est assuré pour les accidents professionnels dans le cadre de la LAA. En revanche, il n'assure pas le matériel apporté par le(a) collaborateur(trice) et décline toute responsabilité en cas de vol ou de détérioration des ses objets personnelles.

5. Les parties conviennent que la présente convention sera réglée par le droit suisse avec for à Genève auprès du Tribunal des Prud'hommes.

Genève, le

Le(a) collaborateur(trice).....

La Direction du CPMDT

Un exemplaire de ce contrat doit être retourné signé au service ressources humaines

Handwritten signatures and initials:
RDP
GSM
MT
KS

Mars 2012
Annexe 6

Handwritten signatures and initials:
A. J. ...
H. ...
G. ...
P. ...
A. ...
O. ...
F. ...

Exemple 2



CONTRAT D'ENGAGEMENT

Entre le **CONSERVATOIRE POPULAIRE DE MUSIQUE DANSE ET THEATRE (CPMDT) DE GENEVE**

36, bd Saint-Georges – 1205 Genève, Tél. : 022 329 67 22 - Fax : 022 705 14 24,
représenté par Monsieur **Peter MINTEN** Directeur, désigné ci-après l'Organisateur pour le

Et

désigné(e) ci-après l'Artiste

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

1. L'Artiste est engagé(e) par l'Organisateur pour le(s) concert(s) suivant(s) :

Date des Concerts :

Lieu : selon accord/entente

Date des répétitions : selon accord/entente

Raccords : selon accord/entente

2. Le **cachet brut total - forfait** (vacances comprises, répétitions, répétition générale, concert, préparatifs indispensables au bon fonctionnement) est fixé à la somme de : **CHF ...**.
Dans le but d'améliorer la sécurité sociale des acteurs culturels, le Conseil fédéral a décidé au 1^{er} janvier 2010, de soumettre systématiquement à cotisation AVS/AI/APG les salaires, même minimes, versés par les employeurs du secteur culturel. Des cotisations à l'assurance-chômage seront aussi dues.

3. L'Artiste accepte un enregistrement son et/ou vidéo par l'Organisateur aux fins d'archivage, et cède à cet égard ses éventuels droits d'auteur à l'Organisateur.

4. L'Organisateur s'engage à déployer ses meilleurs efforts aux fins de réaliser la promotion du concert. La promotion du concert est entièrement à sa charge. L'Organisateur fera son possible pour assurer les conditions de sa réalisation optimale (salle, matériel, technique, encadrement, etc.).

5. L'Organisateur est assuré pour les accidents professionnels dans le cadre de la LAA. En revanche, il n'assure pas le matériel apporté par l'Artiste et décline toute responsabilité en cas de vol ou de détérioration.

6. Si l'Artiste fait défaut sans juste motif à une ou plusieurs Répétitions, ou si ses carences et / ou absences mettent en péril le bon déroulement des Représentations, l'Organisateur pourra résilier purement et simplement le présent contrat, en raison des impératifs artistiques immédiats sans être tenu de verser aucune indemnité.

En cas de maladie, même dûment constatée, qui mettrait l'Artiste dans l'impossibilité d'assurer l'une ou l'autre des Représentations, le cachet afférent à cette Représentation ne sera pas dû.

Le cachet afférent à une Représentation se calcule en divisant le cachet total par le nombre de Représentations, chacune étant présumée avoir une valeur financière égale.

7. Les parties conviennent que le présent contrat sera réglé par le droit suisse avec for à Genève auprès du Tribunal des Prud'hommes.

Fait à Genève en double exemplaire, le

L'Artiste L'organisateur

Un exemplaire de ce contrat doit être retourné signé au service ressources humaines

Mars 2012
Annexe 6

[Handwritten signatures and initials: RDT, GP, V, P, M, A, etc.]



CONSERVATOIRE
POPULAIRE MUSIQUE
DANSE
THÉÂTRE

Fiche de complément - Musicien étranger

1) Autorisation de Travail :

L'artiste certifie être en règle et bénéficier des autorisations de travail nécessaires (permis de travail valable).

Pour les Artistes domiciliés à l'étranger :

Les ressortissants UE-17/AELE n'ont plus besoin d'autorisation pour un séjour en Suisse en vue d'y exercer une activité lucrative d'une durée inférieure à 90 jours. Une déclaration d'annonce doit être remplie. Les ressortissants de l'UE-8 (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovénie, Slovaquie, Estonie, Lituanie et Lettonie) bénéficient également de cette réglementation dans certaines situations.

L'annonce doit être effectuée avant le début des Représentations. Elle sera faite conjointement entre l'Organisateur et l'Artiste.

2) Assurances sociales :

Une personne est en principe assurée dans le pays dans lequel elle exerce une activité lucrative. Si un Artiste est domicilié dans l'UE et travaille tant en Suisse que dans l'UE, il est assuré dans son état de domicile. Dans ce cas, l'Artiste établira lui-même ses décomptes de cotisations dans son État de domicile. A cet égard, l'Artiste remplira et transmettra à l'Organisateur le Formulaire E 101.

Un exemplaire de ce contrat doit être retourné signé au service ressources humaines

Handwritten initials: ROP, am

Handwritten initials: G-11
Mars 2012
Annexe 6
MK

Handwritten signatures and initials: A. J. P. R. P. M. G. K. M. O. L. M. 5

Exemple 3



Fiche d'accompagnement

Seuls les professeurs peuvent organiser les accompagnements, dans la limite accordée par le(a) doyen(ne).
Directives en ce qui concerne les accompagnateurs du CPMDT : veuillez compléter l'intégralité du document,
sauf si aucun changement n'est intervenu depuis votre dernière prestation.

A compléter par l'accompagnateur (trice)

Nom et Prénom :Mme /M (souligner)

Adresse :

No postal et Localité :Pays :

Date de naissance :/...../.....Lieu :Pays :

No de tél. (fixe et/ou portable) :

No. AVS :Etat civil.....

E-Mail :Impôts à la source oui / non.....

✎ joindre photocopies de la carte AVS ou formulaire de demande de carte AVS, permis de travail et/ou de séjour (si non Suisse), passeport et/ou carte d'identité recto-verso.
✎ pour un ressortissant de l'UE, joindre le formulaire E101.

⇨ **Aucun versement ne sera effectué dans le cas de documents manquants** ⇩

No. de CCP/ compte postal :

Nom et adresse de la banque :

No. de compte bancaire IBAN et/ou RIB, etc.....

Code Swift/BIC (pmt à l'étranger) :

Date de la prestation	Professeur accompagné	Discipline	Durée (en heures arrondies au ¼ h)			Visa du professeur accompagné obligatoire
			Nb. de répétitions	Examens certificats	Audition /concert public	

A retourner le 15 du mois courant, pour un paiement en fin de mois, au service des ressources humaines du CPMDT, boulevard St-Georges 36, 1205 Genève

Genève, le Signature de l'accompagnateur.....

Visa direction pour paiement.....

Genève, version avril 2011 PM/lve

(Handwritten signatures and initials)

Mars 2012
Annexe 6

Exemple 4



Fiche de remplacement

Directives en ce qui concerne les remplaçants du CPMDT : veuillez compléter l'intégralité du document, sauf si aucun changement n'est intervenu depuis votre dernière prestation.

A compléter par le(a) remplaçant(e)

Diplôme (sans indication au tarif non diplômé) oui (joindre copie) / non (souligner)
 Nom et Prénom :Mme /M (souligner)
 Adresse :
 No postal et Localité :Pays :
 Date de naissance :/...../.....Lieu :Pays :
 No de tél. (fixe et/ou portable) :
 No. AVS :Etat civil.....
 E-Mail :Impôts à la source oui / non.....
 ➤ joindre photocopies de la carte AVS ou formulaire de demande de carte AVS, permis de travail et/ou de séjour(si non Suisse), passeport et/ou carte d'identité recto-verso.
 ➤ pour un ressortissant de l'UE, joindre le formulaire E101.
 ⇨ **Aucun versement ne sera effectué dans le cas de documents manquants** ⇐

No. de CCP/ compte postal :
 Nom et adresse de la banque :
 No. de compte bancaire IBAN et/ou RIB, etc.....
 Code Swift/BIC (pmt à l'étranger) :

Nom, Prénom :Discipline :

Motif de l'absence (aucun paiement si la rubrique n'est pas complétée)

- maladie autre activité pour le CPMDT perfectionnement professionnel
- activités professionnelles (concert) convenances personnelles
- autre :

demande de congé obligatoire est complétée au préalable (sauf cas maladie)

Date de la prestation	Lieu	Durée (indiquer le nb. de périodes enseignées)		Visa du professeur remplacé -obligatoire
		Collectif	Individuel	

A retourner le 15 du mois courant, pour un paiement en fin de mois, au service des ressources humaines du CPMDT, boulevard St-Georges 36, 1205 Genève

Genève, le Signature du remplaçant.....

Visa direction pour paiement.....

Genève, version avril 2011 PM/Ive

Mars 2012
Annexe 6

[Handwritten signatures and initials: ROP, NK, KS, GP, ROKR, GK, etc.]

Exemple 5

Genève, le

Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous confirmer votre engagement en qualité de remplaçante selon les conditions suivantes :

- 1) Description du poste
Poste de unités dans nos cours de à la comme suit, sachant que le nombre d'heures peut varier selon le nombre d'élèves:
➤
- 2) Durée de l'engagement
Votre contrat est valable du au au plus tard. (jusqu'au 31 mars au plus tard ou au plus tard jusqu'à la fin du congé maternité de Mme xxx)
- 3) Rémunération
Votre salaire horaire brut est fixé à CHF , (salaire horaire en classe 17 annuité y compris la part de 13^e salaire) + 10% de part vacances.
Votre salaire horaire brut est fixé à CHF , (tarif étudiant Master) + 10% de part vacances.
- 4) Vacances et congés
Les cours ne sont pas donnés pendant les vacances scolaires de l'instruction publique du Canton de Genève.
- 5) Couverture sociale
 - Accident professionnel : Assurance La Bâloise LAA professionnel et complémentaire selon l'information annexée. Salaire payé à 100% dès le 1^{er} jour et durant 730 jours.
 - Accident non professionnel : Assurance La Bâloise LAA non professionnel. Salaire payé à 100% dès le 1^{er} jour et durant 730 jours dès 4 heures d'enseignement hebdomadaire (voir formulaire ci-joint à retourner).
 - Maladie : Assurance perte de gain Generali. Salaire payé à 100% dès le 1^{er} jour et pour la durée du contrat. Un certificat médical est à remettre dès le 1^{er} jour.
- 6) Fin des rapports de travail
Le contrat de travail peut être résilié de part et d'autre par un écrit recommandé moyennant le respect du délai légal. (enlever cette mention selon les cas car CDD)
- 7) Droit applicable et for compétent
 - La présente lettre d'engagement est régie par les dispositions contenues dans le Statut des professeurs de la FEGM. Les dispositions du Code des Obligations relatives au contrat de travail sont applicables dans la mesure où les présentes conditions n'y dérogent pas.
 - Le présent contrat est soumis au droit suisse et le for, en cas de litige, est celui de Genève.

Nous vous remercions de bien vouloir nous retourner le double de la présente dûment signé pour accord.

Veuillez agréer, chère Madame, nos meilleures salutations.

Doyenne

Directeur adjoint

Bon pour accord :

Date

Signature

Annexes: - Informations sur la LAA professionnelle et non professionnelle
- Formulaire d'état civil

Mars 2012
Annexe 6

(Handwritten signatures and initials)
 RDT
 NK KS
 Dr. v. Roul
 (61)
 etc.

Handwritten initials: RJP, KS, NK, G1, A. J. J. J., and others.



**CONFÉDÉRATION DES ÉCOLES GENEVOISES DE
MUSIQUE, RYTHMIQUE JAKES-DALCROZE,
DANSE ET THÉÂTRE**

CCT

Exemple 6

Handwritten initials: KS, NK, G1, A. J. J. J., and others.

Page 1

tarifs prestations.xls

Unité	Coût de la vie	
	2010	2012
Tableau classe 17-00 Echelle des traitements	0.00%	0.20%
	44.35	44.65
Remplacements Individuels diplômés	55.85	61.59
Remplacements Individuels non diplômés	44.45	49.27
Remplacements collectifs diplômés	67.45	74.42
Remplacements collectifs non diplômés	54.00	59.63
Accompagnements leçons ou répétitions	60.00	60.00
Accompagnements Examen ou certificat	65.00	65.00
Accompagnements Auditions ou concerts	110.00	110.00
Orchestra Ecole de Musique forfait répétitions et concert	80.00	80.00
Jurés examens : 40.- de l'heure (forfait minimum CHF: 90.-/par jour)	90.00	90.00
Jurés certificats : 50.- de l'heure (forfait minimum CHF: 100./par jour)	100.00	100.00
Juré recrutement professionnelle : 50 (tarif direction)	50.00	50.00
Etudiants : 26.25 (tarif à mettre à jour chaque début d'année par les salaires)	26.25	26.25
Organisation journée portes ouvertes : 500.- (tarif direction)	500.00	500.00
Rapport de stage : 500.- (ne pas oublier de donner copie des lettres au service salaire)	500.00	500.00
Forfait évaluation : 550.- (direction)	550.00	550.00
Stage accompagnements HEM : 500.-	55.85	61.59
Stage danse contemporaine	55.85	61.59
	500.00	500.00
	110.00	114.00

Genève, le 17.02.12. AGO
Macintosh HD:Users:pclermintan:Desktop:tarifs prestations.xls

Mars 2012
Annexe 6

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page.

Annexe 7

Harcèlement psychologique et harcèlement sexuel

1. Le harcèlement psychologique constitue une atteinte à la personnalité. Est considéré comme tel un enchaînement de propos et/ou d'agissements hostiles, répétés fréquemment et de manière constante, par lesquels une ou plusieurs personnes cherchent à isoler, rabaisser, marginaliser, ou exclure un membre du personnel sur son lieu de travail.
2. Le harcèlement sexuel constitue une atteinte à la personnalité. Est considéré comme harcèlement sexuel toute conduite se manifestant une ou plusieurs fois par des paroles, des actes ou des gestes à connotation sexuelle, unilatéraux et non désirés, qui sont de nature à porter atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, à son intégrité physique ou psychique, à détériorer le climat de travail ou à mettre en péril son emploi.

SH
RNP
asn

Mars 2012
Annexe 7

G11
 A. Joutan
 UK
 MO.
 PK
 H. R. R. R. R.
 KS
 AM
 AM
 US
 1
 O O O O O

Annexe 8

Lexique

Référence	Titre du document légal	Art. conc.	Sujet concerné	Dans la CCT
C 1 10	Loi sur l'instruction publique	art. 16	Ens. délégué de la musique	art. 2 / al. 1
B 5 05	Loi générale relative au personnel de l'administration cantonale (LPAC)			art. 1 / al. 2
B 5 05 01	Règlement d'application de la B 5 05 (RPAC)			art. 1 / al. 2
B 5 10.04	Règlement fixant le statut des membres du corps enseignant	art. 25	vacances 13,5 semaines	art. 1 / al. 2
B 5 15	Loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat			art. 29 / al. 2
B 5 15.01	Règlement d'application du B 5 15			art. 29 / al. 2 - 3
MIOPE	Memento des instructions de l'OPE - liste des partenaires de l'OPE			art. 1 / al. 2 art. 65 / al. 3
J 5 07	Loi instituant une assurance en cas de maternité et d'adoption (LAMat)			art. 24 / al. 3 art. 31 / al. 1
834.1	Loi fédérale sur les allocations pour pertes de gain (LAPG)			art. 32 / al. 2
837.0	Loi fédérale sur l'assurance chômage (LACI)			art. 31 / al. 1
151.1	Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg)			art. 37 / al. 4
822.14	Loi fédérale sur l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises (loi sur la participation)			art. 37 / al. 10
231.1.	Loi fédérale sur les droits d'auteur (LDA)			art. 38 / al. 5
831.40	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP)			art. 31 / al. 1 art. 33 / al. 2
210	Code civil (CC)	art. 60ss art. 80ss	les associations les fondations	art. 2 / al. 2
220	Code des obligations (CO)	art. 319 sss	titre X contrat de travail	art. 1 / al. 3 art. 12 / al. 1
05.03.2012/ar/jlc/ch				

RDP
ann.

Mars 2012
Annexe 8

GD
A. P. ...
P. v. Koller
Ls KS
ASK
AN
AL
DO.
Dalc
Z